

le monde
Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 646 JEUDI 15 JANVIER 1987 8,00 F

LES USAGERS ONT ÉTÉ, SONT OU SERONT GRÉVISTES UN JOUR !



Des usagers solidaires

JEUUDI 8 janvier, gare Saint-Lazare, nous nous sommes retrouvés à quelques-uns pour distribuer un tract d'usagers solidaires de la grève des cheminots (1). Ce tract reprenait les revendications des grévistes et posait le problème de ce que nous, usagers, attendons de la S.N.C.F. : un véritable service public ou une entreprise « rentable » ? Il attaquait aussi le jeu du gouvernement et de la direction de la S.N.C.F. qui tentent de dresser les usagers contre les cheminots, espérant rendre totalement impopulaire ce mouvement légitime. Il soulignait enfin l'efficacité des structures de lutte que se sont données les cheminots.

Les réactions des voyageurs ont été immédiates et très vives ! D'un côté, les aigris, les excédés haineux : insultes, tracts déchirés, tentatives d'agressions physiques, etc., avec quelques « pensées » d'une profondeur qui laisse songeur : « A Moscou ! », « Vous êtes des salauds et des irresponsables ! », « Vous êtes du côté des saboteurs de la France ! », « Les cheminots sont millionnaires et ils nous emmerdent

avec leur grève politique ! », « C'est une honte de se déclarer solidaires de ces feignants ! », etc. Air connu !

Heureusement, bien d'autres réactions, celles-là rassurantes ! « Bravo, enfin des usagers qui réagissent intelligemment ! », « Il ne faut pas lâcher maintenant, les cheminots donnent l'exemple ! », « Où peut-on donner des sous pour soutenir des gars qui en sont à 20 jours de grève ? », etc. Des gens demandaient plusieurs tracts pour les diffuser dans leurs entreprises, certains nous ont donné un coup de main au cas où un teigneux deviendrait trop agressif... Les flics sont venus rôder, mais n'ont pas bronché. Plus vite les cheminots obtiendront ce qu'ils réclament, plus vite les trains recommenceront à rouler normalement ! Usagers, cheminots : solidarité !

Des usagers
de la gare Saint-Lazare

(1) Tract diffusé par la Coordination des comités de solidarité usagers-cheminots Paris-banlieue, 23, rue du Moulinet, 75013 Paris.

Solidarité étudiants-grévistes

Sil les cours ont repris normalement dans les universités depuis le 5 janvier 1987, les luttes suscitées par le projet Devaquet ont laissé quelques traces importantes. Ainsi, à Saint-Denis par exemple, restent en place des commissions (« Solidarité Français-étrangers », « Réflexions ») et un comité de vigilance et d'action, issu de l'ancien comité de grève, préparant entre autres choses la suite des assises de Paris VIII (samedi 17 janvier).

Le résultat le plus remarquable de ces luttes, c'est l'actuelle tentative de convergence mis en place entre les étudiants et les grévistes. A l'initiative du comité de vigilance s'est tenu un meeting jeudi 8 janvier avec des grévistes de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., de l'E.D.F. et des travailleurs de l'A.N.P.E. (récemment en grève). Vu les traditionnelles difficultés de pénétration de l'information sur les luttes ouvrières dans les

facultés, ce meeting et surtout le nombre important d'étudiants présents sont des résultats positifs du mouvement anti-loi Devaquet. Des étudiants se sentant concernés (« ils nous ont soutenu, on les soutient ») et le désir de trouver un mode efficace d'aide aux luttes sont des points réellement nouveaux.

On a malheureusement pu constater que les divisions syndicales étaient assez présentes. Au moins pour les grévistes venus au meeting. Il faut dire que les délégués, majoritairement C.G.T., étaient très critiques à l'égard des autres organisations syndicales et des non-syndiqués de la S.N.C.F. (« La C.G.T. est à l'initiative de la lutte »). Ceci ayant été mal accueilli par la salle (aux cris d'« Unité ») et par un représentant non syndiqué de la coordination des cheminots se demandant pourquoi, au début de la grève, cette coordination s'était faite « jeter » de Montreuil. En revanche, les représentants E.D.F.-G.D.F. et R.A.T.P. rappelaient

néanmoins que la C.G.T. était dans bien des cas à l'origine des grèves.

Si théoriquement le soutien des étudiants de Paris VIII est acquis aux grévistes, reste à mettre en place pratiquement ce soutien. Cela a déjà commencé : collecte, réveillon passé en commun dans une gare, proposition de jumelage des universités avec les gares, participation aux manifestations... D'autres idées ont été lancées, comme l'appel au remboursement des cartes oranges ou l'éventuelle possibilité de lancer un mouvement de refus de paiement des factures d'électricité.

Par ailleurs, à Nanterre et à Jussieu, ont également eu lieu des meetings grévistes-étudiants. Une réunion inter-facs s'est tenue vendredi soir 9 janvier (Saint-Denis, Nanterre, Jussieu, Tolbiac...) afin de mettre en place un soutien coordonné. Rendez-vous est pris pour samedi 10 à Paris VIII (Saint-Denis).

ÉRIC
(C.L.E.A./Saint-Denis)

Editorial

LES historiens parleront-ils plus tard de janvier 87 comme on se remémore quelquefois, avec nostalgie ou enthousiasme, Mai 68 ou Juin 36 ? Il suffirait pour cela que tous les secteurs d'activités s'arrêtent et qu'un formidable élan social structuré et efficace obtienne la satisfaction de ses revendications. Une crise sociale historiquement importante obéit en fait à plusieurs caractéristiques : la spontanéité de la base, le débordement des structures syndicales et l'ampleur nationale du mouvement.

Les mouvements de grève entamés depuis décembre pourraient être un prélude à une agitation sociale plus vaste, porteuse de toutes les aspirations, de tous les espoirs, de tout ce qui fait que nous autres, anarchistes, sommes prêts à descendre dans la rue. Mais les réactions sont timides. Les situations précaires, le sentiment d'être privilégié en ayant un emploi, toutes ces notions étant entretenues à dessein par les patrons, font que la perspective de grèves longues et dures semble se transformer en chimère. L'impopularité, toute relative cependant, des grèves E.D.F. est-elle en outre un frein supplémentaire à la rupture de la paix sociale ?

Les manifestations d'usagers en colère, manipulés par ce que nous avons de plus odieux et de plus réactionnaire, ne doivent cependant pas effrayer les travailleurs en lutte.

Une fois de plus, la droite, toutes tendances confondues, donne la preuve de son impuissance et de sa bêtise crasse en voulant montrer du doigt les grévistes tenus pour responsables des coupures de courant en fait pratiquées par les directions E.D.F. Elle montre là son incapacité et sa faiblesse devant le pouvoir de ceux et de celles qui ont les moyens de production entre les mains, de ceux qui ont en main les machines et qui, à tout moment, peuvent les faire fonctionner au profit de tous.

C'est pour ces raisons qu'à tout moment la solidarité entre usagers et grévistes ne doit pas rester un slogan, mais au contraire doit être le levier d'un mouvement plus large et plus efficace. La solidarité envers les grévistes, c'est aussi se mettre en grève soi-même...

communiqués éditions

• **ROUEN**
Le groupe de Rouen tiendra désormais sa permanence du samedi après-midi de 14 h à 16 h au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.

• **MONTARGIS**
Un groupe F.A. est en formation sur l'Est du Loiret et Montargis. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• **AUBENAS**
Le groupe d'Aubenas invite tous les libertaires de la Basse-Ardèche et du Sud de la Drôme intéressés par la propagation des idées anarchistes à prendre contact avec lui, en écrivant au Cercle d'études sociales, B.P. 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

• **PARIS**
Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

• **ARLES**
Une liaison F.A. vient de se créer sur Arles et sa région. Pour tout contact, écrire aux Relations intérieures qui transmettront.

• **LILLE**
Ventes du « Monde libertaire » : certaines permanences seront probablement suspendues pendant les congés de fin d'année. Voici d'autre part le programme de la « Voix sans maître » (tous les vendredis, de 21 h à 23 h), sur Radio Campus [99.6 MHz] : « Anthologie de l'année 1986 », le 16 janvier 1987.

• **AFFICHE**
Le groupe de Brest a édité une affiche 65 x 92. Prix à l'unité : 10 F. Au-dessus de 10 exemplaires, prix à l'unité : 1,20 F.



L'affichette ci-contre (60 x 42) est disponible à la librairie du Monde libertaire : en soutien, 5 F ; prix à l'unité : 1 F ; à partir de 10 exemplaire : 0,50 F (l'unité).



• **ENVELOPPES**
Deux enveloppes ont été éditées : l'une à propos de Michel Bakounine et l'autre de Louise Michel. Elles sont mises en vente au prix de 1,50 F l'unité, 1,20 F à partir de 10 ex., 1 F (50 ex.), 0,80 F (100 ex.) et disponibles à la librairie du Monde libertaire.

• **EDITION**
Des bandeaux sont disponibles à la librairie du Monde libertaire (O.20 F l'unité), ainsi que des tracts F.A. « Le libéralisme n'est pas la liberté » (les 100 ex. : 5 F).



débats

• **LYON**
Conférence-débat sur le thème « Le libéralisme n'est pas la liberté », avec Jacky Toublet de la Fédération anarchiste, à la librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon, le samedi 17 janvier.

• **BOURGOIN**
La liaison de Bourgoin et le collectif anarchiste organisent samedi 17 janvier, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champfleuri, une conférence-débat sur « Le libéralisme n'est pas la liberté », avec Jacky Toublet.

• **NIMES**
Il y a cinquante ans se produisit un des événements les plus marquants du XX^e siècle : la guerre civile et la révolution espagnole. Un mouvement social d'une ampleur peu comparable eut lieu, mettant en scène des millions d'hommes et de femmes remplis d'espoir. C'est cette partie de l'histoire occultée par (notamment) les programmes scolaires que nous avons décidé d'évoquer.

Trois temps forts vous sont proposés : une exposition, très intéressante, réalisée à partir de documents d'époque ; un film vidéo de 50 minutes (réalisée par des historiens anglais pour la B.B.C.), abordant les prémisses de la révolution sociale espagnole et les réalisations constructives accomplies dans la péninsule ibérique ; un débat avec la présence de José Fortea, syndicaliste espagnol, ayant participé aux événements.

Venez donc nombreux avec nous découvrir cette période du mouvement ouvrier, si extraordinaire par son ampleur et sa force : mardi 20 janvier, à 21 h, au Titot de Titus, Nîmes (entrée générale : 20 F). C'est organisé par l'Association gardoise de diffusion des idées rationalistes (A.G.D.I.R.), en collaboration avec le groupe libertaire du Gard.

• **PARIS**
Comme chaque année, le groupe libertaire Louise-Michel organise une série de conférences-débats dans son local. Le premier thème abordé sera « Le libéralisme », avec la participation de Roland Bosdeveix, à 20 h précises, vendredi 23 janvier. De plus, dès 18 h 30, vous pourrez voir un film vidéo et vous restaurer au buffet. Local : 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (rue Lepic). Métro : Blanche ou Abbesses.

liste des permanences des groupes f.a.

- PROVINCE**
- **AISNE**
Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : 16.23.80.17.09.
 - **ARDECHE**
Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
 - **BOUCHES-DU-RHON**
Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).
 - **CHARENTE-MARITIME**
Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.
 - **COTES-DU-NORD**
Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».
 - **DOUBS**
Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.
 - **FINISTERE**
Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.
 - **GARD**
Groupe du Gard : permanence au local situé 16, rue des Orangers, Nîmes, tous les 1^{er} et 3^e vendredis du mois de 17 h 30 à 19 h.
 - **HAUTE-GARONNE**
Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.
 - **GIRONDE**
Groupes « Durruti » et « Pépin Cadavre » de Bordeaux : permanence tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
 - **HERAULT**
Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.
 - **ILLE-ET-VILAINE**
Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.
 - **INDRE-ET-LOIRE**
Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le mercredi (sauf pendant les vacances scolaires), de 10 h à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté des Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
 - **LOIRE**
Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.A.I.T.-L.P., Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
 - **LOIR-ET-CHER**
Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, apt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).
 - **LOIRE-ATLANTIQUE**
Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffault, Nantes.
 - **MAINE-ET-LOIRE**
Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).
 - **MANCHE**
Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.
 - **NORD**
Groupe de Lille : permanences tous les dimanches, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de Wazemmes (rue Racine) ; les mercredis, de 12 h 30 à 14 h, dans le hall de l'université de Lille III (M^o Pont-de-Bois) ; et les vendredis, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare S.N.C.F. Adresse postale du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.
 - **PYRENEES-ORIENTALES**
Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanences tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
 - **SEINE-MARITIME**
Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleury.
 - **ROUEN**
Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.
 - **VAR**
Groupe « Région toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'études et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montebello, Toulon.
 - **VIENNE**
Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

liste des groupes f.a.

RÉGION PARISIENNE

• **GROUPE**
Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Haute-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Montreuil/Bagnolet, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

sommaire

PAGE 1 : Edito, Usagers-grévistes : Solidarité, Assemblée de soutien aux grèves à la fac de Saint-Denis — **PAGE 2 :** Informations des groupes de la F.A. — **PAGE 3, Luttés :** Grèves à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. — **PAGE 4, Luttés :** Interview de travailleurs de l'A.N.P.E. (suite et fin) — **PAGE 5, Luttés :** P.T.T. : le galop d'essai — **PAGE 6, Société :** A votre bon cœur : à qui de donner ?, Réforme pénale : criminalité et délinquance — **PAGE 7, Société :** Nouvelles de François Rigal, Meeting pour Abdel à la Courneuve, Soulaines : tu périras par ta belle fontaine, Le beurre et l'argent du beurre — **PAGE 8, Dans le monde :** Des seigneurs gardiens de la Sierra Nevada de Santa Martha, Espionnage politique au Pays Basque — **PAGE 9, Informations internationales :** R.F.A. — **PAGE 10, Archives :** Images de l'anarcho-syndicalisme espagnol, 1936-1939 — **PAGE 11, Expressions :** Notes de lecture, Programme de Radio-Libertaire, Théâtre, Amis lecteurs — **PAGE 12, Dans le monde :** Paris-Match à l'assaut du Nicaragua, Toujours la menace.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »

LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE » ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse



R.A.T.P.

Syndicats et base l'affrontement

CELA devait faire en tout et pour tout trois jours de grève et n'intéresser que les conducteurs du métro. Campant sur des positions hypercorporatistes afin d'obtenir un réaménagement de l'échelle hiérarchique de la profession, il fut donc décidé pour les 22, 23 et 24 décembre de cesser le travail et de laisser, comme d'habitude, le syndicat autonome de la traction s'occuper de tout.

Les syndicats au pied du mur

C'est avec beaucoup de réserve que les autres syndicats, mis au pied du mur, durent prendre position sur le mouvement. Le choix des dates et le caractère très corpo ne semblant du meilleur goût, la condamnation fut presque unanime. Cependant, c'est avec un bel entrain que tous les conducteurs cessèrent le travail et furent involontairement à l'origine du déclenchement d'un mouvement plus général. Les travailleurs de la Régie découvriraient avec stupeur que l'action, qui semblait remise depuis cinq ans aux calendes grecques, était on ne peut plus d'actualité.

Raccrochant les wagons « au pied levé », les organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., autonomes) se lancèrent dans une mobilisation de tout le personnel pour exiger de la direction qu'elle engage des négociations salariales concernant 1986 et 1987. Alors que le syndicat autonome de la traction, qui entre temps avait décroché une prime de 150 F par mois, tentait d'imposer une reprise du travail à sa base, la mobilisation gagnait le réseau routier, les ateliers de maintenance et les services techniques.

Parallèlement à cela, les discussions s'engagèrent entre syndicats et direction. A regret, on le devine, Force Ouvrière bien que « solidaire » du mouvement ne crut pas nécessaire d'appeler à la grève. On pensait et l'on pense toujours dans cette officine syndicale qu'une bonne discussion entre « gens de qualité » vaut bien toutes les grèves générales du monde !

Cependant la direction de la R.A.T.P. ne proposant que 2,7% d'augmentation de la masse salariale pour 1987 et absolument aucun rattrapage pour 1986, la morosité se lisait sur tous les visages de nos chers bureaucrates

syndicaux. Il s'agissait donc, dès lors, de faire semblant de négocier pour désarmer le conflit tout en sachant bien qu'il n'y avait rien à obtenir d'une direction se tenant aux directives gouvernementales.

Stratégie de la C.G.T.

Cette situation délicate pour un néophyte de la délégation de pouvoir, n'étant pas pour déplaire à toute une kyrielle d'organisations syndicales, devenait néanmoins de jour en jour de plus en plus périlleuse. La base traînait les pieds, avait la fâcheuse tendance à ne plus obéir aux ordres venus d'en haut, organisait ça et là des comités de grève, tentait même de se coordonner. De son côté, notre vaillante C.G.T. mobilisait tout en cassant le mouvement ! En s'isolant volontairement, en cassant toute forme d'action unitaire, elle entendait apparaître dans les luttes qu'elle dirige et contrôle comme la seule organisation syndicale qui impulse, coordonne, rallie, amplifie les luttes contre la direction et tout le patronat. L'essentiel pour elle est d'atteindre la date fatidique du 25 janvier, où doit se tenir à Paris une grande manifestation pour la défense de la fonction publique. Il s'agit toujours, par le biais des luttes actuelles, de redorer le blason du Parti communiste qui brûle, juste avant 1988, ses dernières cartouches ; celles qui doivent, en principe, éviter sa disparition historique et définitive de la scène politique française.

En attendant, les jours se suivent et ne se ressemblent pas. On occupe les dépôts et les stations de métro. Les forces de l'ordre interviennent et expulsent les grévistes. Le climat s'alourdit. La détermination des uns tranchent cruellement avec le laissez-aller des autres. De nombreuses et nouvelles formes d'action vont voir rapidement le jour !

Combat pour le service public

A l'heure où nous mettons sous presse, la direction de la Régie accorde 2,98% d'augmentation de la masse salariale G.V.T. (1) et un remaniement de grille. Autrement dit, la situation reste entièrement bloquée. Tout le monde s'interroge afin de savoir qui des organisations syndicales « représentatives » va devoir sauvegarder la « paix sociale » et signer l'accord salarial !

En attendant, la lutte de classe continue. Quelle que soit l'issue du conflit, c'est aujourd'hui le sort du secteur public qui se joue. Si les organisations syndicales, le monde du travail sont incapables d'organiser la riposte, les pouvoirs publics auront devant eux un terrain social entièrement déblayé. Ils pourront enfin passer à la privatisation.

RÉGIS

(1) G.V.T. : Glissement Vieillesse Technicité.
Les intertitres sont de la rédaction du « Monde libertaire » (N.d.R.).



Coordonnons-nous les uns les autres

Y' en a marre des journées de protestations sans lendemain. Tous en grève dans notre dépôt. Mais comment savoir comment ça se passe pour les autres ? Créons une coordination nationale des agents de conduite. On pourra mieux contrôler nos revendications et les négociateurs syndicaux. Nous qui pesons sur la S.N.C.F., sur l'économie du pays, on reprendra pas avant d'avoir obtenu satisfaction.

Fédérons-nous !

Les conducteurs sont en grève. Ras-l'bol de l'austérité. Ras-l'bol d'être traités de privilégiés. Ras-l'bol de ce projet de salaire à la tête du client... Comme les étudiants, comme les conducteurs, tous dans l'action. Mais cette fois, on va jusqu'au bout. Ne laissons pas noyer nos revendications dans un fourre-tout où d'autres négocient. Ne laissons pas les « politiques » détourner nos actions. Organisons un comité de grève, comme à Paris-Ouest, dont nous pourrions nommer et contrôler les délégués, décider des orientations en A.G., associer les non-syndiqués.

Déjà d'autres comités de grève nous contactent. Pourtant y'a pas mal de difficultés : là où la C.G.T. et parfois la C.F.D.T. est très influente, elle s'oppose en général à la création de comités de grève ; ici les conducteurs veulent rester organisés à part ; ailleurs on a peu de contacts. Tant pis, le temps presse, il faut s'organiser si on veut gagner, dépasser les divisions syndicales. Ça

S.N.C.F.

Il faudra remettre ça !

S peu pour tant de jours de grève ! C'est ce que se disent la majorité des grévistes qui, contraints par les événements, reprennent le travail. Même si au moment où cet article est écrit le mouvement continue, la reprise progressive des dépôts et la baisse du pourcentage de grévistes renforce la direction et dégrade le rapport de forces jusque là important. Il est donc peu probable que la direction fasse de nouvelles concessions.

Ceux qui se sont investis tant financièrement que moralement dans la grève, s'ils veulent continuer, risquent d'être poussés à des actions très dures et vont s'exposer à la répression. Pourtant les cheminots auraient tort de s'estimer totalement vaincus. Les mêmes concessions de la direction, au bout de deux ou trois jours de grève, auraient constitué une grosse victoire. Elle a tout de

même lâché, contrairement à ce qu'elle affirmait au début du conflit, sur des revendications telle la nouvelle grille salariale. Les cheminots ont réussi à tenir plus de trois semaines en réalisant l'unité à la base, en réussissant à exercer une forte pression sur les organisations syndicales, enfin en remettant au goût du jour un syndicalisme d'action directe.

Le mouvement a contribué, après celui des étudiants, à secouer les travailleurs de leur torpeur. Ne serait-ce que ces éléments justifient à eux seuls tous les efforts engagés. Il importe de préserver l'unité qui a prévalu tout au long du conflit, condition indispensable pour préserver ce qui vient d'être acquis et faire échec aux projets visant à démanteler la S.N.C.F., projets auxquels le gouvernement n'a pas renoncé.

Alain
(gr. Sacco-Vanzetti)

est, la coordination nationale intercatégorielle est créée et a élu un bureau provisoire de 23 membres. Ça fait quand même 12 000 grévistes organisés.

reux pour les organisations politiques et les directions syndicales ?

Il faut savoir utiliser l'acquis des grèves

Ça y est, le pouvoir a compris que trop mettre en avant la base afin de tenter d'opposer les non-syndiqués aux militants syndicalistes ne rendait pas la grève aussi impopulaire que prévu. Il nous refait le coup des grèves politiques téléguidées par la C.G.T./P.C. Chirac est ravi ! Kraus est ravi !

La droite et l'extrême droite veulent manipuler « l'usager » ; au besoin, des coupures de courant « bien » choisies servent à alimenter la colère... des petits commerçants, des petits patrons. Il faut continuer, on peut encore gagner. On va organiser des manifestations avec des conducteurs. Et puis, les fêtes sont passées, les stocks s'épuisent, on commence à fissurer l'économie capitaliste. C'est vraiment la grande bagarre qui est en vue.

Mais qui veut la mener ? Edmond, André, Henri, s'affolent... Les fédérations veulent terminer la grève sans que ça se voit trop ; la C.G.T. fait sur le terrain le contraire de ce qu'elle dit tout haut.

On a plus de fric. Tenir, tenir... C'est dur, très dur. De toute façon, la leçon n'est pas perdue. Sans doute, va falloir « réinventer » un syndicalisme démocratique, unitaire, donc débarrassé des politicards de tous poils. Y'a du pain sur la planche, camarades...

Céline et Serge

Interview de travailleurs de l'A.N.P.E.

NOUS présentons cette semaine la deuxième et dernière partie de l'interview des quatre membres du Comité de coordination Ile-de-France réalisé à l'émission Chronique Syndicale (Paris, 89,4 MHz). Notre article débute par la suite de la réponse du Comité de coordination non publiée par manque de place dans notre précédent numéro (M.L., n° 646). Il était alors question de S.I.V.P. (Stage d'initiation à la vie professionnelle) qui permettent aux entreprises, par l'intermédiaire de l'AGEFOS (un fonds d'assurance formation) et de l'A.N.P.E., de recruter pour très peu de temps de la main-d'œuvre à bon marché.

— **Comité de coordination** : Cela nous permettait de quantifier un certain travail. Il y a une pratique de la direction générale de nous mettre en valeur surtout par des chiffres. Dans certaines agences, quand les chargés de relations avec les entreprises voient qu'une offre d'emploi peut éventuellement être détournée vers un S.I.V.P., ils vont d'eux-mêmes voir l'employeur pour le lui proposer, arguant d'une demande de la direction de l'A.N.P.E. Ces pratiques sont inadmissibles.

De même pour les T.U.C. Un certain nombre d'associations en recrutent, qui ne sont pas toujours de petites associations de quartier aux faibles moyens. Le travail d'utilité collective (T.U.C.) a une définition au niveau de son esprit. Ce n'est pas fait pour coller des enveloppes ou assurer la régie son et lumière dans un théâtre qui pourrait se débrouiller autrement.

Ces choses-là ne sont jamais dites. Ce que souhaite le comité de

coordination, c'est justement faire une récolte abondante de toutes ces anecdotes, dont beaucoup ne sont pas encore connues, de les centraliser afin d'en faire un dossier. Cela nous permettra éventuellement de communiquer mieux avec la presse afin que celle-ci comprenne les enjeux liés à cette ordonnance. Car nous sommes convaincus que la pratique qui va être faite de cette ordonnance sera le prolongement exact de tous ces événements que l'on a déjà constatés.

— **Radio-Libertaire** : On a pu lire dans la presse que vous craigniez des manipulations en terme de statistique. Qu'en est-il ?

— **C.C.** : Tout à fait, dans la mesure où d'après le texte de l'ordonnance il n'y aura plus de liste unique des demandeurs d'emploi. L'A.N.P.E. n'aura plus un fichier exclusif puisque les gens iront s'inscrire dans différents organismes. D'autre part, il est prévu un rapprochement avec l'Unedic... De quelle façon ? Nous n'en savons rien ! Mais il est évident que les statistiques seront éclatées. Comment et par qui sera tenue la comptabilité des chômeurs ? C'est encore un problème...

— **R.-L.** : Vous avez sans doute remarqué que les travailleurs de l'Assedic étaient en lutte récemment. Où en est cette fusion Unedic-Assedic dont on parle depuis les années 70 ?

— **C.C.** : Ils étaient effectivement en lutte contre des licenciements. Lors de notre première assemblée générale, ils étaient représentés et ont reçu un très bon accueil, ce qui est révélateur de l'état d'esprit qui règne actuellement dans les agences, d'une ouverture vers d'autres secteurs. Les grèves étudiantes, elles aussi ont eu un impact à l'A.N.P.E. La présence de deux représentants de Paris-VIII (Saint-Denis) qui font partie d'une commission « étudiants-travailleurs » a soulevé un grand enthousiasme.

— **R.-L.** : Y a-t-il d'autres abus à craindre de cette ordonnance ?

— **C.C.** : Oui, en ce qui concerne le contrôle de la recherche d'emploi. Si ce rapprochement Unedic-A.N.P.E. se fait et si les Assedic ont la possibilité de contrôler la recherche d'emploi, il y a fort à craindre qu'il ait des mesures de rétorsion très graves contre les gens qui ont droit aux allocations de chômage. C'est un des points qui a soulevé notre vigilance et notre attention. Quand on connaît les conditions de travail des employés des Assedic, qui n'ont même pas le temps de recevoir les gens ni d'é-

udier leurs dossiers, on peut se demander comment les droits des personnes qui bénéficient des Assedic vont être respectés. Cela laisse supposer de nouvelles mesures de restriction contre le droit à l'indemnité chômage.

En ce qui concerne les organismes partenaires, avec lesquels on travaille, il faut rappeler qu'aux Assedic il y a des choses qui se mettent en route. Il est évident que si l'A.N.P.E. est touchée, les Assedic le sont également. Il y a eu une première tentative, sur Paris, de deux cents licenciements. Au mois d'octobre, une grève de six jours a eu lieu dans l'unité syndicale, avec la participation de 70% du personnel des Assedic. Cette grève a été victorieuse et les deux cents licenciements ont été annulés. Nous venons d'apprendre également qu'à la

fait pas bien son travail et qu'eux ont des organismes plus rentables.

— **R.-L.** : Voilà donc des informations un peu diffusées qui nous donnent le contexte général de tous les secteurs qui s'occupent de l'emploi et du chômage, et qui sont menacés par la privatisation ou par les démantèlements que se propose d'organiser l'Etat. Parlons maintenant de votre comité de coordination. Comment s'est-il constitué, comment fonctionne-t-il, quels sont ses rendez-vous ?

— **C.C.** : Ce comité, je le rappelle, s'est créé à l'occasion de deux assemblées générales, lors de la grève des 9 et 10 décembre dernier. Nécessité s'est faite ressentir de créer une structure qui nous permette de dépasser un certain nombre de handicaps, à plusieurs niveaux.

de-France, en existe-t-il dans d'autres régions ?

— **C.C.** : Oui, en Basse-Normandie, dans le Maine-et-Loire, en Vendée, dans la région Midi-Pyrénées (du moins à Toulouse, pour l'instant), des structures du même ordre se sont créées.

— **R.-L.** : Est-ce que vos représentants, comme dans la coordination étudiante, sont désignés sur mandat impératif, avec une éventuelle rotation des tâches ?

— **C.C.** : C'est variable selon les agences. Dans certaines, ce sont toujours les mêmes qui participent. Dans d'autres, cela tourne parce qu'il y a un plus grand nombre de collègues qui souhaitent participer. Mais, effectivement, le problème a été posé afin qu'il n'y ait pas de délégués permanents et que la coor-

en bref...en bref...

• **Le C.I.R.A. de Marseille** organise une conférence-débat le samedi 31 janvier, à 17 h 30, sur le thème : « Les politiques de restructurations patronales dans les ports de la Méditerranée à travers les exemples de Marseille et de Barcelone ». Avec la participation de Bernard Genet, responsable C.F.D.T. au port autonome.

Lieu : 5, rue des Convalescents (2^e étage), 13001 Marseille (M^o Saint-Charles).

• **Noël Darrigol, objecteur insoumis, comparaitra le 23 janvier 1987, pour le délit d'insoumission en temps de paix, devant le Tribunal correctionnel de Poitiers.**

Pour le soutenir, on peut envoyer des télégrammes de soutien au tribunal (président du tribunal correctionnel, 86000 Poitiers) et venir nombreux le jour de l'audience.

• **Le comité « Abdel » (abattu par un policier à Pantin) appelle à une manifestation le 17 janvier 1987, à 14 h, devant le centre culturel Jean-Houchemont à La Courneuve. « Assez d'injustice, les jeunes ne veulent plus servir de cible ».**

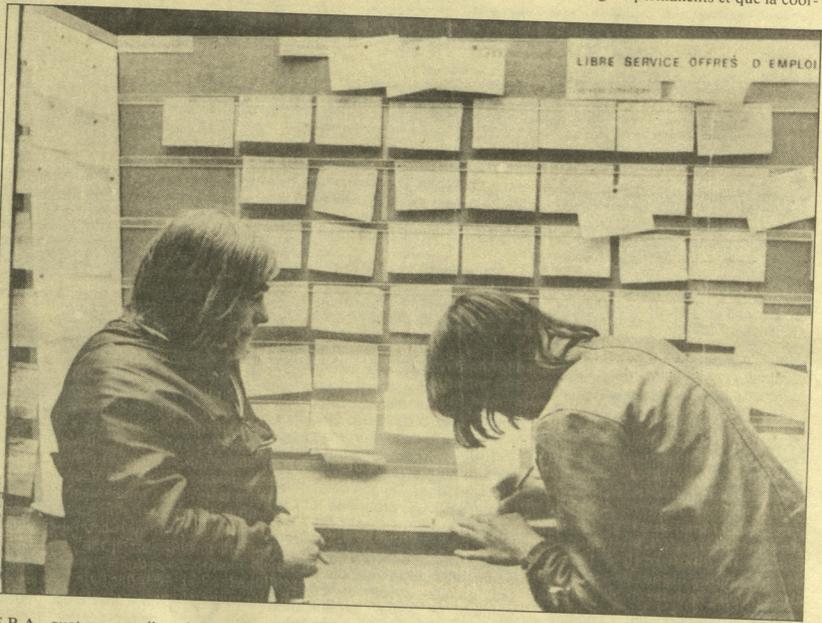
COMMUNIQUÉ

Les mouvements sociaux de ces dernières semaines se caractérisent par la spontanéité de la base, le débordement des structures syndicales et l'ampleur du mouvement.

Aujourd'hui, la droite, à cours d'arguments sociaux, politise la situation et tente d'insuffler un climat de peur et de haine de classes en voulant opposer artificiellement les usagers aux grévistes. En fait d'usagers, il s'agit de l'électorat traditionnel du R.P.R., allant des chefs d'entreprise aux petits commerçants privilégiés.

Face à ces logorrhées ultra-réactionnaires, la Fédération anarchiste dénonce les tentatives de la droite, reste vigilante et responsable face à cette situation, et encourage les pratiques de solidarité effective envers les travailleurs.

FÉDÉRATION ANARCHISTE



F.P.A. quatre cents licenciements devaient intervenir. A la suite d'une semaine de grève, ceux-ci ont été annulés. Comme quoi la lutte paie !

— **R.-L.** : Je crois que des mesures planent aussi sur l'Onicep...

— **C.C.** : Exactement ! L'Onicep, organisme dépendant de l'Etat, est chargé de l'information et de l'orientation, et possède une grande documentation sur les emplois. D'une manière générale, il aide les jeunes et les moins jeunes à se réorienter et à voir les perspectives d'avenir dans une branche professionnelle.

Or, il y a eu des attaques contre l'Onicep de la part d'un journal qui s'appelle L'Etudiant. Ce dernier prétend que l'Etat faisant mal son travail, lui, organisme patronal est beaucoup mieux adapté pour orienter les jeunes, surtout ceux qui ont un niveau d'études supérieur au bac. Et l'on a appris que l'Onicep aussi risquait l'éclatement, une mesure du même ordre que celle qui nous touche. L'Onicep risque d'être vendue et rachetée par le groupe Hachette. Cette information doit être vérifiée. Nous allons de toute manière entrer en contact avec eux.

— **R.-L.** : Quelle que soit l'exacte réalité de ce projet-là, il est sûr que c'est un secteur qui pourrait devenir lucratif et qui risque d'être bradé au privé...

— **C.C.** : Absolument ! Et vu que les entretiens qu'on a pu avoir avec les gens du journal L'Etudiant, il est évident qu'une partie du patronat considère, à l'heure actuelle, que l'Onicep les gêne, ne

Le premier, c'est l'éclatement géographique. Les agences emploient entre 5 et 30 personnes. Le second, c'est l'éclatement syndical. Les organisations ont du mal à réunir un certain nombre de gens et sont concernées par cet éclatement. On est aussi en train de découvrir qu'il y a une nécessité, par rapport à notre structure géographique, de mettre en place quelque chose qui permette l'expression des travailleurs sur nos conditions de travail et aussi sur notre rôle social en tant que service public.

Dans l'immédiat, le Comité de coordination s'est donné deux buts. Le premier est de recenser toutes les informations concernant l'ordonnance. L'autre but concerne la consultation. Le gouvernement prétend actuellement ne plus vouloir faire de réformes sans consultation préalable. Personne n'a été consulté au niveau des associations de chômeurs. Il existe des maisons de chômeurs qui ont des besoins à exprimer. Ce travail, nous allons essayer de le faire.

— **R.-L.** : Je pense aussi à toute l'interprofessionnelle syndicale, c'est-à-dire au niveau de la C.F.D.T. et de la C.G.T., qui syndiquent des chômeurs ou tentent de les organiser. Eux aussi ont des idées sur leurs branches ou sur leurs bassins d'emplois qu'il est urgent de mettre dans l'action pour travailler avec vous sur le problème de l'emploi, qui nous touche en tant que syndiqués salariés ou syndiqués chômeurs. Pour revenir à la coordination qui s'est mise en place en Ile-

de-France, en existe-t-il dans d'autres régions ?

— **R.-L.** : Il faut, pour finir, souligner que votre mouvement n'est pas corporatiste, que vous ne défendez pas seulement l'A.N.P.E. et votre statut de salariés mais que vous vous intéressez aux usagers qui sont les chômeurs et les demandeurs d'emplois. Vous avez tenté de mettre en place des ponts avec des organismes humanitaires ou des organisations syndicales pour élargir le mouvement et le populariser. Enfin, vous veillez à ce que votre fonctionnement soit le plus direct possible, au sens de l'action directe telle que les syndicalistes du début du siècle le proposaient. C'est semble-t-il quelque chose qui se développe en ce moment dans l'organisation des luttes et que les libertaires que nous sommes, revendiquons et proposons depuis longtemps. Où peut-on vous joindre ?

— **C.C.** : Nous sommes en train de mettre en place une permanence qui fonctionnera une fois par semaine. Pour l'instant, il n'y a qu'une boîte à lettres. Il faut donc nous écrire au Comité de coordination A.N.P.E./Ile-de-France, 15, rue Jean-Lantier, 75001 Paris. En attendant de nous rencontrer, on peut également nous joindre par téléphone dans les agences en demandant quelqu'un de la coordination.

Propos retranscrits par le Comité de rédaction

P.T.T. un galop d'essai ?

La brutale montée de la tension sociale dans la fonction publique, exprimée notamment par les grèves S.N.C.F., R.A.T.P., E.D.F.-G.D.F., n'a pas épargné les P.T.T., où la situation est plus confuse. La presse, dans l'ensemble, a bien rendu compte de ce climat revendicatif dans les Postes durant la semaine du 5 au 10 janvier. Elle a notamment accordé une large place à la grève qui s'est déroulée les 7 et 8 janvier à la recette principale des Postes de la rue du Louvre (Paris R.P.).

De tous les événements récents, il se dégage une idée générale qui semble aujourd'hui largement répandue et qu'il faudrait bien se garder de simplifier.

Pour nombre de médias, nous assisterions à l'expression « spontanée » d'une base non syndiquée (et qui plus est méfiante vis-à-vis des syndicats), apolitique et auto-organisée, à qui le mouvement étudiant aurait servi à la fois de détonateur et de référence.

Il n'est pas question de nier le rôle de révélateur qu'a joué la récente contestation estudiantine. Indéniablement, le rejet des thèses et des valeurs libérales exprimé par la jeunesse, la position de repli ou le gouvernement a été conduit ont frappé et réconforté les mentalités dans les entreprises. Mais entre l'université et le monde du travail, les réalités sont profondément différentes ; les enjeux et les forces à jeter dans la bataille n'ont rien de comparable. Toute tentative de globalisation des luttes qui ne tiendrait pas compte de ces réalités et de leurs impératifs concrets est condamnée à l'échec.

Une situation qui se dégrade pour les travailleurs

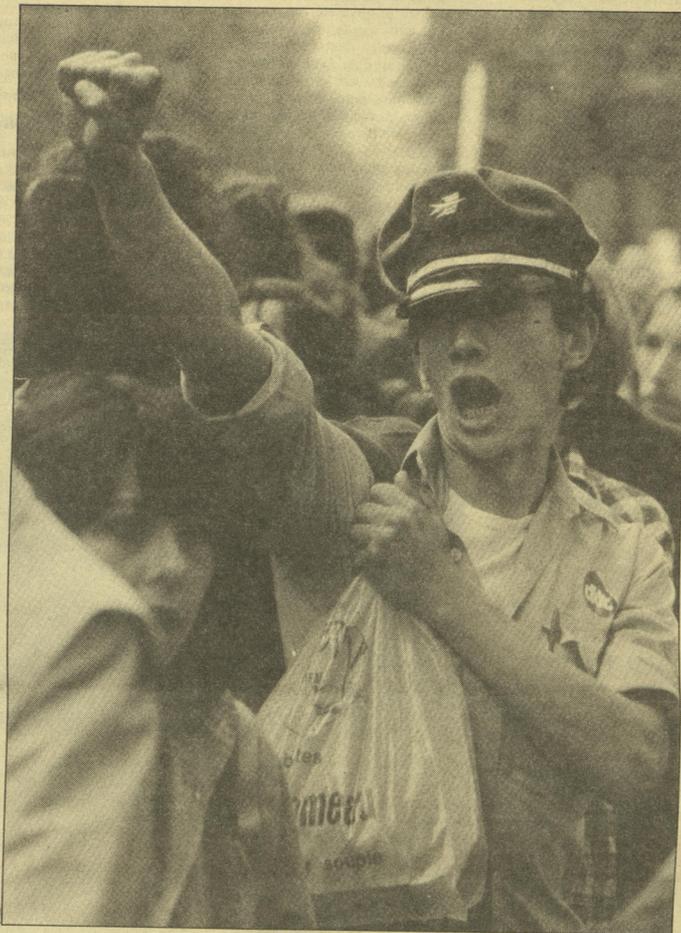
L'origine des grèves récentes dans la fonction publique se trouve dans la dégradation, aujourd'hui à la limite du supportable, des conditions de vie et de travail, dans la régression des salaires, dans la privatisation accrue avec ses conséquences (précarisation de l'emploi notamment). Avec la proximité des négociations prévues courant janvier et les prévisions déjà connues de gouvernement, il semblait impossible de pouvoir faire l'économie d'une amplification des luttes en 1987. Déjà, la journée de grèves du 21 octobre, appelée par la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. avait été un net succès et on s'acheminait vers un calendrier classique d'actions ponctuelles qu'affectionnent tant nos confédérations. La grève lancée par les cheminots suite à l'offensive de leur direction et l'identité des projets concernant tous les secteurs de la fonction publique ont précipité et décidé de l'orientation du mouvement revendicatif.

Genèse d'une grève

Dès le lundi 5 janvier, les sections syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.O. appelaient les postiers de la R.P. à une assemblée générale.

Les caractéristiques de cette première A.G. furent le nombre élevé des intervenants, la détermination des quelque deux cents postiers favorables à la grève et leur volonté unitaire. Cette volonté unitaire n'est

pas un phénomène récent, mais semble être devenue une condition nécessaire à toute action à tel point que depuis déjà plusieurs mois les trois sections syndicales apparaissent conjointement de plus en plus fréquemment.



Lancer le mouvement

Mais un peu partout, la situation semblait identique. Un climat à la fois explosif et beaucoup d'attentisme, la moindre étincelle pouvant faire démarrer un mouvement d'ampleur. Le scénario est classique aux P.T.T. où toutes les grandes grèves sont parties localement, minoritairement, et hors des consignes syndicales. Et le mercredi 7, en dehors de toute consigne et de tout préavis, 250 agents de la R.P. ont décidé en assemblée générale de se mettre en grève pour l'ouverture immédiate de négociations dans la fonction publique sur les salaires, les effectifs, le maintien et l'amélioration du statut, le déblocage des mutations.

Avec un appel en ce sens, en direction de tous les bureaux parisiens, signé par « l'A.G. inter services de Paris R.P. », à l'appel des sections C.G.T., C.F.D.T., F.O. et des non-syndiqués », tout au long de la journée, l'ensemble des grévistes allait chercher à étendre et à populariser la grève, et à organiser eux-mêmes sans le concours de la C.G.T. et de F.O. qui avaient préféré se retirer dans leurs locaux dès la fin de l'A.G. (sans être d'ailleurs suivis dans cette attitude par tous leurs adhérents).

Savoir suspendre une grève...

Le jeudi 8 au matin, le mouvement ne s'était pas élargi et la section C.G.T. appelait alors à suspendre le mouvement de grève. Il n'est pas interdit de penser qu'elle se soit fait rappeler à l'ordre par ses instances dirigeantes, ce qui expliquerait ce brusque revirement d'attitude. Quoi qu'il en soit, cette position fut sévèrement critiquée par une partie des adhérents C.G.T., par l'ensemble des grévistes, et plus curieusement d'ailleurs elle fut mal ressentie par beaucoup de non-grévistes. Quant à la section F.O., beaucoup plus discrètement puisque sans en faire état, elle se retira également. Ne restait plus dans le mouvement de grève que des non-syndiqués, des syndiqués (également C.G.T. et F.O.) et la section C.F.D.T. Il est important de noter que malgré les défections syndicales, le nombre de grévistes ne diminuait pas et qu'ils tinrent, comme la veille, de nombreuses assemblées, piquets et prises de paroles. Un nouvel appel à la grève fut envoyé à l'ensemble des postiers et à leurs organisations syndicales sur les mêmes revendications que la veille.

Mais en fin d'après-midi, les informations parvenues faisant état d'un élargissement insuffisant du mouvement, l'assemblée générale des grévistes décidait de suspendre la grève, et appelait à une nouvelle assemblée générale du personnel pour le lundi 12 janvier.

Lorsque cet article paraîtra, les organisations syndicales auront été reçues par le ministre des P.T.T. Gérard Longuet et la situation peut avoir considérablement évolué. Les postiers, que ce soit à Paris R.P. ou ailleurs, seront peut-être à nouveau en grève. Ils savent qu'ils ne pourront pas en faire l'économie.

Stratégies, magouilles et martiens

Dans *Le Monde* du vendredi 9 janvier, on pouvait lire que la grève à Paris R.P. était animée par les trotskystes du M.P.P.T. et de la L.C.R. S'il est vrai que le M.P.P.T. existe à la R.P., il est impossible de dire si ses militants étaient en grève puisque personne ne les a vus dans les A.G. de grévistes. Quant aux militants de la L.C.R., ils étaient en grève au même titre que tous les autres, y compris les adhérents du P.M.U. Seul le Front Unique Ouvrier tenta en vain d'imposer ses positions. A force de vouloir, par comité de grève interposé, imposer une direction à la grève, il ne réussit qu'à faire voter l'ensemble des grévistes contre sa proposition. Il réussit à atteindre le summum en manifestant (à sept personnes) à l'Hôtel-de-Ville après le rejet de cette nouvelle proposition par les grévistes. A jouer ainsi le forcing, ces militants apparaissent de plus en plus comme des martiens qui, derrière un verbiage pseudo-révolutionnaire, jouent un rôle de division.

En fait, *Le Monde* ne fait que reprendre le telex de la fédération C.F.D.T. qui, par ailleurs, précise qu'elle ne déposera aucun préavis de grève avant le 14 janvier.

A un moment où la droite s'apprête à ressortir les éléments « de tout poil et de toutes nationalités », la gauche vole à son secours. Les travailleurs et les sections syndicales qui restent à leur service apprécieront.

Gérard COSTE
(Gr. Sañate)

APPEL
Aujourd'hui, Mercredi 7/1/87, 250 agents de la R.P. ont décidé en assemblée générale de se mettre en grève pour l'ouverture immédiate de négociations dans la fonction publique sur :
- les salaires
- les effectifs
- le maintien et l'amélioration du statut
- le déblocage des mutations
Nous pensons que le mouvement doit se développer et c'est pourquoi nous avons appelé le personnel de Paris R.P. à réunir et grossir le rang des grévistes. Nous appelons également l'ensemble de tous les bureaux parisiens, eux aussi, à partir en grève, à travers des assemblées générales unitaires.
A.G. inter services de Paris R.P. du 7/1/1987
à l'appel des sections C.G.T., C.F.D.T., F.O. et des non syndiqués

Les grévistes de Paris R.P., réunis en Assemblée Générale jeudi 8 janvier 1987 après-midi, ont décidé de suspendre leur mouvement de grève dans la mesure où, à l'heure actuelle, l'élargissement du mouvement ne paraît pas suffisant.
Il nous paraît toujours important qu'existe un mouvement d'ensemble unitaire et massif du personnel des P.T.T. afin d'arracher le maximum.
Il nous paraît aussi utile d'agir cette semaine. Nous ne faisons que suspendre le mouvement pour favoriser l'extension de la lutte.
En ce sens, nous avons envoyé un appel à l'ensemble des postiers et des organisations syndicales.
Nous appelons à une Assemblée Générale du personnel de tous les services :
Le lundi 12 janvier 1987 :
* à 6 H 30 - 7 H 00 à la distri (1er étage),
* à 14 H 00 au départ (2è étage)
Nous appelons l'ensemble du personnel de Paris R.P., gréviste ou non, à discuter de nos revendications et des moyens de gagner.

Parallèlement, il semblait très nettement hors de question de démarrer un mouvement de grève reconductible sous une autre direction que celle de l'assemblée générale des grévistes. Déjà l'idée d'un comité de grève était lancée à plusieurs reprises.

Finalement, la décision fut prise de s'en remettre aux décisions souveraines de l'assemblée générale. Car à cette détermination répondait les hésitations et les doutes. Hésitations à se lancer dans un mouvement dur et de longue durée lorsque la plupart des salaires avoisinent péniblement les 5 000 F. Doutes quant aux possibilités de faire plier le gouvernement sur la question des salaires ; doutes confirmés par la situation bloquée du conflit des cheminots et ravivant le souvenir de 1974 et de la longue grève de 45 jours terminée sur un échec. Majoritairement, l'expectative l'emportait.

Le mardi 6 janvier débutait par une nouvelle assemblée générale dans une situation locale inchangée, si ce n'est que sur les quelque deux mille postiers que compte la R.P. il était difficile de savoir combien avaient pu effectivement embaucher à 6 h, en raison de la grève des transports. Et nous étions toujours deux cents prêts à voter la grève. Si les organisations syndicales continuaient à appeler à l'action, les non-syndiqués favorables au mouvement n'étaient pas en reste et participaient activement à la mobilisation. Tout au long de la journée, les informations arrivaient. Aussi bien la C.G.T., dont c'était la journée d'action fonction publique, que la C.F.D.T. faisaient état de grèves reconductibles un peu partout. La C.F.D.T. communiquait des grèves de 24 h reconductibles à Marseille gare (65%), le Mans centre de tri automatique (CTA) (50%), Toulouse CTA (65%), Toulon CTA (80%), gare du Nord (60%), Austerlitz (65%)...

« LES MISÉRABLES » DE 1987 A votre bon cœur...

LES fêtes sont passées, emportant avec elles leur cortège de « mendiants de l'amour ». Des mendiants respectés, célèbres, honorables, qui, comme chaque année, sont venus nous tendre leurs sèbles en psalmodiant sur les grandes ondes leur traditionnel cri d'alarme : « Il fait froid, les pauvres ont faim, les plus démunis d'entre nous ont besoin de notre aide, donnez, donnez, donnez aux pauvres gueux ».

Une trêve dans la misère

Les Restaurants du Cœur de feu Coluche ont ouvert leurs portes. Jean-Luc Lahaye a récolté, en une soirée, plus de 13 millions de francs en faveur des enfants déshérités. Entre deux spots publicitaires payés une fortune, la télévision nous a seriné le refrain « Noël au cœur ». L'Action catholique a inondé les villes d'immenses affiches « Ils ont besoin de vous » (coût de la campagne ?). Et les braves gens se sont fendus d'une aumône plus ou moins symbolique. Cent balles aux pauvres avant le réveillon : il n'y a rien de tel pour éviter de se poser des questions et pour digérer la dinde aux marrons en toute bonne conscience.

Ces campagnes de charité ont toutes débouché sur des résultats indéniables, et ô combien contestables : l'espace de quelques jours, les affamés ont eu moins faim, les clochards ont eu moins froid. L'atroce hécatombe de pauvres que la France a connu l'an dernier ne s'est pas reproduite, bien qu'elle puisse encore survenir au premières véritables intempéries. Il n'y a pas là de quoi pavoiser. Car à chaque coin de rue, à chaque parvis d'église, à chaque station de métro, chacun de

nous se heurte à de nouveaux exemples de misère.

La faim et les moyens

Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites ! Les médias parlent de « déshérités », de « démunis », de « travailleurs sans emploi », d'« inscrits en fin de droits ». Même le terme « nouveaux pauvres » paraît choquer certains. Quels doux euphémismes pour qualifier ces mères tenant un bébé dans leurs bras et tendant un billet : « Il a faim ! ». Ces jeunes prostrés, cachant leur visage, assis derrière la sobre inscription : « Aidez-moi ». Ces chômeurs qui racontent leur vie et leur misère à la craie sur le trottoir, à côté de la sèble. Ou encore ce mutilé exhibant le tatouage de son moignon : « Pas de chance ». Ou encore ces files lugubres devant les soupes populaires. Ou encore combien de milliers d'autres exemples ?

Que faire, face à cette détresse absolue ? A titre individuel, pas grand chose. On peut filer cent balles à chaque mendiant — si tant est qu'on les a. On peut les inviter à un repas, si on en a le temps, les moyens et l'envie. On peut même, si l'occasion s'en présente, leur indiquer un petit boulot temporaire, au noir, bien sûr, où en échange d'un travail d'esclave, ils trouveront de quoi manger — pour un temps. Des « solutions » qui, on le voit, répondent de façon éclatante au noble idéal de la dignité humaine.

L'Etat et ses mirages

Permettre à chacun de manger à sa faim, de vivre à peu près dignement. La tâche est si vaste que le recours à l'Etat peut paraître ten-

tant. L'exemple de Coluche est particulièrement édifiant : ce nouveau riche qui se proclamait ancien pauvre avait entrepris de donner à manger aux plus pauvres durant l'hiver. (A propos, signalons qu'on peut aussi avoir faim en été.)

C'est ainsi que le pitre, qui avait fait grincer les dents de toute la classe politique en 1981 en proclamant : « Je me suis toujours méfié de la droite comme de la gauche, et même de la droite plus que de la gauche. Maintenant je sais que j'avais raison » (1), s'est livré en 1986 à un lamentable racolage au profit du Parti socialiste.

Coluche nous a aussi permis d'assister à l'écœurant spectacle de toute la classe politique promettant, à la veille des élections, de prélever un pourcentage infinitésimal sur les impôts publics, en faveur des pauvres. Comme si la France, l'un des

pays les plus riches du monde, n'avait pas les moyens de nourrir et de loger décemment toute la population. Et même ces quelques miettes promises par pure démagogie ont été oubliées au lendemain des élections. Remercions la classe politique de cette preuve supplémentaire. Le recours aux soi-disants humanistes démocrates ne sert à rien, si ce n'est à leur donner l'occasion d'une petite publicité gratuite.

Charité pas catholique

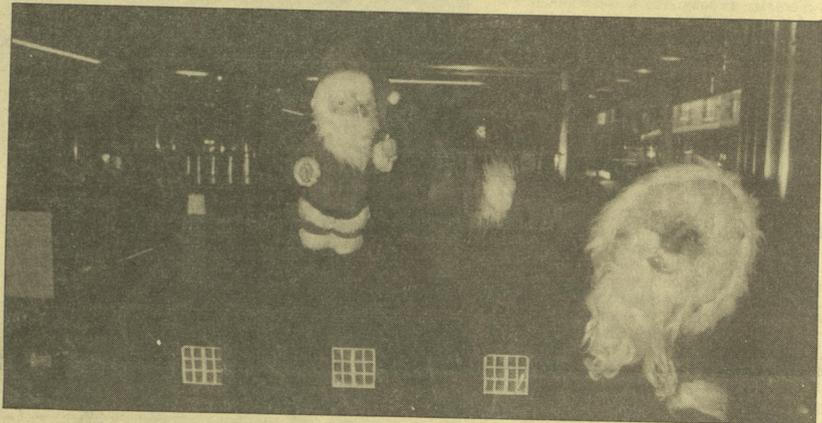
N'y a-t-il vraiment aucun moyen d'action pour soulager efficacement la misère, dans un pays riche ? Si, bien sûr. Nous ne pouvons qu'approuver certaines initiatives du type des razzias organisées dans les grandes surfaces. Il y a là, outre un pied de nez à la charité moralisante, un défi réjouissant au système de la grande distribution.

Mais il s'agit d'un petit jeu somme toute assez dangereux.

Enfin, s'il y a fort peu de réponses « satisfaisantes » au drame de la pauvreté dans la société actuelle, les milliers de personnes frappées par la misère en plein XX^e siècle nous ramènent à notre révolte. Messieurs les hommes politiques, continuez à nous parler de prospérité et de bien-être ! Jeunes cadres dynamiques, gargarisez-vous de vos « clans des vainqueurs ». Banquiers, industriels, entreprises en tout genre, faites mousser vos chiffres d'affaires ! Pendant ce temps, des milliers d'hommes et de femmes risquent de mourir de faim ou de froid à vos portes. Et vous voudriez notre approbation, notre confiance ? Et peut-être cent balles, aussi ?

PASCALE

(1) Lors de sa « campagne électorale ».



RÉFORME PÉNALE Criminalité et délinquance

APRÈS les contrôles d'identités et la lutte contre le terrorisme, nous abordons aujourd'hui les mesures relatives à la lutte contre la criminalité et la délinquance, au regard des nouvelles lois pénales entrées en vigueur fin 1986, notamment celle n°84.1019 du 9 septembre 1986. Cette loi répond officiellement à deux objectifs : élargir la procédure de comparution immédiate en évitant le recours à la procédure d'instruction (ce pour accélérer les jugements) et rendre les peines « effectives ».

Association de malfaiteurs. L'incrimination d'association de malfaiteur est rétablie. Elle avait été créée par la loi dite « Sécurité et Liberté », puis supprimée en 1983. Les « associations » ou « ententes » de malfaiteurs se préparent à commettre des délits graves (notamment : proxénétisme, vols aggravés, destructions ou détériorations aggravées et extorsion de fonds) se trouvent à nouveau réprimés. La peine encourue est un emprisonnement de un à cinq ans et une amende de 5 000 à 100 000 F.

Les violences ayant entraîné la mort. L'article 311 du Code pénal réprime les coups, violences et voies de faits volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. L'article 4 aggrave le maximum de la peine encourue (20 ans) lorsque les faits ont été commis avec circonstances aggravantes (qualité de la victime : handicapé, ascendant, agents de la force publique, témoin, avocat, officier public ou ministériel...) ou encore avec préméditation : guet-apens, présence d'arme.

Il en sera de même lorsque les faits auront été commis sur la personne d'un magistrat ou d'un juré dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions. On voit ici toute la résonance politique, liée au climat terroriste des mois écoulés.

Comparution immédiate

Le procureur de la République peut traduire le prévenu sur le champ devant le tribunal :

- si le maximum de l'emprisonnement prévu est au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans ;
 - lorsqu'il apparaît que les charges réunies sont suffisantes et que l'affaire est en l'état d'être jugée ;
 - si le dispositif institue deux catégories de délits simples.
- Les « flagrants délits », comme par le passé, pourront être soumis à cette procédure (peine maximum : au moins un an sans excéder cinq ans de prison, et décision du procureur). Les « délits autres que flagrants » (peine au moins

égale à deux ans sans excéder cinq ans) qui présentent trois caractères : comparution immédiate justifiée par les éléments d'espèce ; charges suffisantes réunies contre le prévenu ; affaire en état d'être jugée.

Il faut noter que le placement en détention provisoire au cours de la procédure de comparution immédiate peut être ordonné et maintenu. De même un délai de un à deux jours ouvrables peut être apporté à la détention provisoire. Par ailleurs, si le tribunal ne peut se réunir le jour même, le procureur de la République peut faire placer le prévenu en détention en le traduisant devant le président du tribunal.



Un report peut être exigé par le prévenu qui ne veut pas être jugé séance tenante (deux semaines minimum, six semaines maximum). Le tribunal peut, dans les mêmes conditions, renvoyer au procureur de la République s'il juge l'affaire trop complexe et nécessitant des investigations approfondies. Dès lors, le « titre » de détention provisoire ne tient plus et seul le juge d'instruction est légalement habilité à décerner un mandat de dépôt.

Période de sûreté

Le régime de sûreté interdit que soient prises les mesures d'indulgence telles le placement à l'extérieur, la suspension ou le fractionnement de la peine, les permissions, la semi-liberté ou la libération conditionnelle. A la liste des infractions donnant lieu à l'application d'une période de sûreté obligatoire ont été ajoutés : les attentats dont le but aura été de porter le massacre ou la dévastation et la destruction ou la détérioration de biens par l'effet d'une substance explosive ou incendiaires, d'un incendie ou tout autre moyen.

La durée de la période de sûreté est de la moitié de la peine ou, s'il s'agit d'une condamnation à la réclusion à perpétuité, de quinze ans. Mais la disposition essentielle de l'article 720.2 du Code de procédure pénale consiste à permettre à la cour d'assises de porter la période de sûreté jusqu'à trente ans lorsqu'il s'agit d'une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité, et ce pour une gamme de délits relatifs aux assassinats terroristes ou de droits communs. Les réductions exceptionnelles de la période de sûreté, bien que prévues (gages sérieux de réadaptation sociale), ne pourront dans la pratique intervenir que dans un nombre rarissime de cas. C'est la chambre d'accusation qui en décidera...

Libération conditionnelle. Un régime de semi-liberté devra obligatoirement être mis en pratique pendant un à trois ans avant toute libération conditionnelle pour les cas de réclusion à perpétuité assortis d'une période de sûreté de plus de quinze ans.

Nous venons de le voir, la réglementation des prérogatives des procureurs de la République (notamment au détriment des procédures d'instruction) relève la « politisation » croissante des sanctions et de la répression des délits. Dernier volet de ce regard rapide sur la réforme pénale : l'application des peines, la semaine prochaine.

LUCIEN

Protestation contre une poubelle nucléaire

« **S**OULAINES, tu périras par ta belle fontaine. » C'est ce qui s'est toujours dit ici. Les vieux l'ont entendu dire et, à leur tour, ils l'ont répété. Aujourd'hui, les habitants doivent commencer à en douter. La France est une « grande puissance », une grande puissance nucléaire même, peut-on dire. Elle va faire péter ses bombinettes d'essai dans les atolls du Pacifique (comme son nom l'indique) mais, pour ce qui est de son énergie, alors là cocorico, elle est dans les premiers, sinon le premier pays producteur mondial d'électricité d'origine nucléaire avec environ 70%. C'est quand même champion. Bravo ! Et puis, ça donne du boulot aux gens. On est heureux d'aller installer ces grandes tours de cathédrales dont les gens ne connaissent pas le rôle, peut-être meurtrier (et hop, plus haut que Tchernobyl !). Maintenant que nous avons parlé du boulot apporté par l'érection de ces nouveaux monuments aux morts (potentiels), il faudrait aussi parler du boulot amené à nos chirurgiens, à nos toubibs, à nos fossoyeurs. Mais le sort que nous réservons aux Terriens de demain est chose bien trop triste pour se permettre d'ironiser là-dessus.

Produire de l'énergie et des déchets

Oui, la France est un grand producteur d'origine nucléaire et, en plus, elle produit les déchets qui vont avec ; mais de cela, elle ne sait pas quoi en faire. C'est comme une crotte au derrière, que l'on cache. La France (au moins ses instances dirigeantes) a créé l'A.N.D.R.A. (Agence nationale [pour ou contre] les déchets radio-actifs). A eux de se débrouiller pour faire creuser des trous pour enfouir tous ces détritiques que l'on ne veut pas montrer et dont on ne veut pas parler. De toute façon, ce n'est pas l'affaire des gens. C'est bien trop sérieux !

Heureusement l'A.N.D.R.A., elle, sait trouver des sites. Naturellement, il faut que ceux-ci ne fasse pas trop encourir de risques à la population et il faut quand même au moins faire déplacer le B.R.G.M. (Bureau de recherche géologique et minière) pour qu'il sonde le terrain. Ça ne fait rien d'ailleurs si le site se trouve sur une faille. Tout cela, c'est pour ce qui en est de la technique et l'A.N.D.R.A. ne laissera filtrer, de toutes ces recherches, que ce qu'elle acceptera de laisser passer. C'est qui les commanditaires de tous ces services ? C'est quand même pas ceux qui payent, même s'ils y laissent la santé.

De l'Indre, l'A.N.D.R.A. s'est fait jeter : il faut dire que là-bas, les gens (peut-être suffisamment nombreux) ont montré quelques oppositions. Alors, il restait encore l'Aube, dans le canton de Soulaines, limitrophe avec les cantons haut-marnais de Montier-en-Der et de Doulevant-le-Château. C'est une région à faible densité de population, du côté de Brienne-le-Château (là d'où sortit Napoléon Bonaparte, le père de tous les pacifistes : la paix, il voulait même l'emmener en Russie) et c'est aussi dans cette région que se situe le plus grand dépôt de munitions en

Europe. Ça commence un peu à vous situer l'endroit.

Notables et cortège de voitures

Eh bien, figurez-vous que dans cette région, il aura fallu qu'il se trouve malgré tout des gens (une poignée de gens) venus remuer le caca. Des empêcheurs de tourner en rond, des gens qui sont certainement jaloux que M. Andujar (retraité de l'armée et bon maire de Soulaines) ait trouvé du travail tout cuit pour une paire de chômeurs du coin (manœuvre dans une poubelle nucléaire, c'est toujours ça !). Ne le traitons pas de vendu, c'est trop facile d'user d'injures calomnieuses, faciles elle aussi. Mais ça peut quand même lui donner l'occasion de vendre les bois de son épouse et, peut-être de se tirer avec l'oseille une fois le « défilé » commis.

Cette poignée d'opposants, donc (« des écolos soixante-huitards » pour certains, ou « nostalgiques d'un temps qu'ils n'ont pas connu » pour les autres), depuis le temps qu'ils remuent un peu les mentalités du coin (sans grand succès, d'ailleurs), ont réussi à avoir l'audience des grands médias et, dimanche 9 novembre, ils ont organisé une manif itinérante à travers la région concernée.

A 13 h, nous étions 250 à Soulaines (selon la maréchaussée, qui se sentit obligée de démentir quelques instants plus tard en confirmant le nombre de participants à 400-500). La « messe » commença, Jean-Claude, Laurent et les autres se sentant forts en apercevant la foule. Ils y allèrent alors de leur petit discours. Ils écoutaient tous : les copains de Plogoff qui s'étaient déplacés en car, ceux du Larzac, ceux de l'Indre venus nous soutenir et, devinez qui, notre « père spirituel » à tous : Mouna Aguiui. La foule écoutait et applaudissait tous les intervenants qui cla-

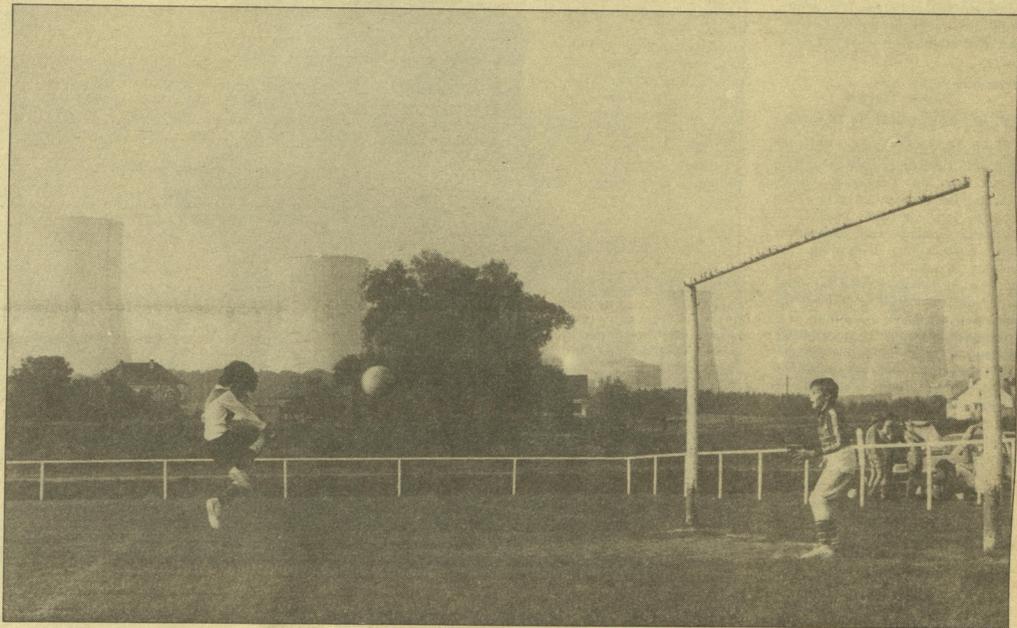
maient, tour à tour, leurs tirades contre la tyrannie du nucléaire (donc celle de l'Etat et de l'armée).

Nous avons défilé et fait un tour dans Soulaines, scandant quelques slogans de soutien à la population, avant de commencer notre périple automobile à travers la région. Tout d'abord nous sommes allés à Montier-en-Der, en Haute-Marne, à 15 km de là, puis nous prîmes la direction de l'Aube et de Brienne-le-Château, pour terminer à Bar-sur-Aube. Nous espérons bien avoir sensibilisé la population en lui montrant, grâce à ce long cortège de voitures, que nous lui apportons notre soutien et que nous l'appelons à la lutte. Nous partîmes environ 250 et sommes certainement arrivés 1 250 (mille de plus, nous restons modestes et nous ne ferons pas de surenchères).

Nous avons terminé par une petite fête sous la halle de Bar-sur-Aube, après avoir déposé des fûts et des sacs poubelles devant la sous-préfecture. Il fallait un début, le combat continuera. Nous remercions encore une fois nos amis bretons, larzaciens, indrois, de Greenpeace, du M.A.N. et tous ceux qui sont opposés au projet nucléaire et luttent contre ses développements, qui sont venus nombreux nous soutenir dans notre combat contre la tyrannie et pour la sauvegarde de nos libertés.

Gilles Driat

Pour tous contacts : Comité de sauvegarde de la Champagne méridionale, mairie de Ville-aux-Bois, 10500 Brienne-le-Château.



Meeting pour Abdel à La Courneuve

VENDREDI 9 janvier, plus de trois cents personnes étaient réunies à La Courneuve pour demander « justice pour Abdel et les autres » (1) et pour « lutter contre l'insécurité policière ». Tour à tour ont pris la parole les familles Duval, Rigal, Nor-



mand et Benyaya (famille d'Abdel) et les avocats Vergès, Terquen, ainsi qu'un membre du S.A.F. (Syndicat des avocats de France) et des représentants des ex-coordinations lycéennes et étudiantes.

Les différentes interventions ont tourné autour de l'attitude de la justice par rapport aux flics meurtriers. Une partie des orateurs n'ont malheureusement pas évité l'écueil de la demande d'incarcération en détention préventive des meurtriers. Ils soulignaient que cette détention ne solutionnait rien. La liberté même provisoire pour un policier meurtrier garantissait le droit de tuer impunément aux autres. Certains rappelleront à ce propos les « peines légères » frappant les flics meurtriers. Ce problème est réel dans la société actuelle, mais il ne doit pas nous faire oublier que pour nous l'enfermement n'est souhaitable pour personne.

M^e Terquen (avocat de la famille de William Normand) posa le problème de la détention préventive en déclarant à la tribune : « Je ne suis pas pour la mise en détention préventive pour qui que ce soit... fut-il policier ». Dans le même temps, tous les orateurs ont souligné que les flics meurtriers n'étaient que des boucs émissaires et que les véritables responsables sont Pasqua et Pandraud.

Le frère d'Abdel, Djamel (président du comité) a appelé les jeunes et la population à former des comités locaux sur le problème de la répression policière et des meurtres de jeu-

nes. Cette initiative était soutenue par une kyrielle d'associations, d'organisations politiques ou syndicales, mais le plus intéressant fut la présence de nombreux jeunes de la cité des 4 000.

Pepe Carvalho

(1) Abdel Benyaya fut tué vendredi 5 décembre à Pantin par un policier (Patrick Sarney), alors qu'il tentait de séparer deux consommateurs d'un café qui se battaient.

Nouvelles de François Rigal

Nous avons reçu des nouvelles de l'état de santé de François transmises par son père, Denis Rigal. Notre camarade, atteint d'une grenade lacrymogène en pleine tête, tirée par un C.R.S. lors de la manifestation étudiante du 4 décembre, a subi une opération chirurgicale jeudi 8 janvier.

Celle-ci consistait en une greffe de méninge, une greffe osseuse et une reconstruction des os. Son état de santé est jugé satisfaisant. François est évidemment très fatigué, mais n'a plus de fièvre. Il devrait sortir de réanimation cette semaine.

Le comité de rédaction

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

• **ÇA COMMENCE MAL !** La « liberté des prix » dérape, à peine lancée. Selon certaines indications, des hausses de 30 à 50% sur les tarifs horaires de la réparation des cycles et motos auraient été observées. M. Edouard Balladur vient de saisir à ce propos la Commission de la concurrence. Du temps à perdre...

• **MA BAGNOLE !** La « bagnole » coûte en moyenne à chaque Français 30 645 F par an (!). Près d'un tiers de cette somme revient à l'Etat par le biais des taxes (chiffres : A.F.A.).

• **USAGERS MÉCONTENTES.** Une nouvelle race de citoyens, n'appartenant à aucune classe ni catégorie sociales, vierges politiquement, vient d'apparaître. Créé de toute pièce par les médias et le gouvernement, les « Usagers disent : Non à la grève ! ». Et Toubon (qui n'a jamais pris le métro de sa vie) se propose de les organiser et de les faire défiler.

L.Y.

COLOMBIE

Des seigneurs gardiens
de la sierra Nevada de Santa Martha

DANS le nord-est de la Colombie, en bordure des Caraïbes, cette imposante base triangulaire andine localise les plus hauts sommets de Colombie : le pic Simon-Bolívar (5 775 m) et le pic Celen (5 770 m). La sierra Nevada est surtout connue de nos jours pour être le lieu où se trouve, entre autres, la célèbre cité perdue (« *ciudad perdida* ») découverte seulement en 1975 par les « *guaque-res* » (pilleurs de tombes) et comparable en quelques points à la cité inca du Machu Pichu au Pérou. Cette manifestation extraordinaire de l'art architectural des civilisations précolombiennes ne doit pas pour autant cacher les tristes réalités actuelles, auxquelles sont confrontés régulièrement les derniers habitants de ces lieux perdus dans la selva. C'est en compagnie d'Ariel Martínez, agronome colombien, défenseur devant l'éternel des droits indigènes, que je pus rentrer en contact avec ces ultimes seigneurs de la sierra.

Elisée Reclus
et le cérémonial de la coca

Leurs ancêtres, un siècle plus tôt, eurent la visite du célèbre géographe anarchiste de l'époque, Elisée Reclus. Ce dernier, en effet, rencontra lors de son périple en Nouvelle-Grenade, que nous appelons aujourd'hui Colombie, les indiens Arauque et Kogi. Cette période, qui va de 1855 à 1857, dans la vie de l'illustre libre-penseur est relativement encore méconnue. Dès son retour en France, il présenta au grand public ses observations réunies dans un ouvrage intitulé : *Voyage à la sierra Nevada de Sainte-Marthe : paysages de la nature tropicale*, publié par Hachette en 1861. Un peu plus tard, en 1893, à Bogota (capitale de la Colombie), une traduction en espagnol (annotée et légèrement modifiée) voit le jour sous le titre de : *Colombia*, publiée par Papelería de Samper Matiz. Cette édition peu diffusée en Europe, mais qui a le mérite d'exister, nous aide à mieux

comprendre la perception géographique d'Elisée Reclus sur cet espace, à une époque mouvementée de l'histoire colombienne.

Mais laissons à Elisée Reclus le soin de raconter lui-même sa rencontre avec les indiens Arauque, durant le cérémonial le plus important des indigènes : celui de la coca. La plante coca étant l'un des éléments essentiels des cultures andines. « *Je m'emparai du hamac, pendant que les Indiens s'assayaient ou s'agenouillaient près du feu. La flamme, balancée par le vent, lutait avec l'obscurité qui avait déjà envahi la cabane, et les visages rouges des Indiens, tantôt cachés dans l'ombre tantôt éclairés par la réverbération du foyer, apparaissaient et*

disparaissaient comme des esprits évoqués et conjurés tour à tour. Ils ouvraient et fermaient la bouche par un mouvement rythmique et savouraient voluptueusement la coca.

« *Pour cette besogne, de beaucoup la plus importante de leur vie, tous les Arauques tiennent dans la main gauche une petite calebasse renfermant de la chaux en poudre. Ils prennent d'abord dans une espèce de blague, semblable à celle de nos fumeurs, des feuilles de coca, puis ils les mâchent pour en extraire le suc qu'ils laissent tomber de leur bouche sur le bord de la calebasse ; ensuite ils saupoudrent de chaux ce liquide au moyen d'une petite baguette qu'ils promènent*

sans cesse sur ce mélange afin d'opérer une combinaison plus intime entre les deux substances.

« *De temps en temps, ils portent la baguette à la bouche et aspirent avec volupté la mixture corrosive...*

La conversation, engagée d'abord au sujet de la coca, ne tomba pas de plusieurs heures grâce à la curiosité de Barliza (seul Indien de la communauté qui comprend l'espagnol, N.d.A.). Il m'accablait de questions faites en mauvais espagnol et traduisait aussitôt mes réponses en langue aruaque ; chacune semblait provoquer le plus vif étonnement ; c'était des exclamations sans fin, des éclats de rire ahuris. »

Elisée Reclus a eu la chance de pouvoir assister à cette cérémonie

en 1856. Depuis, les choses ont beaucoup changé. Rares sont ceux qui peuvent assister à ces réunions de nos jours. Les indiens Kegi et Arauque refusent les contacts avec la majorité des Blancs qui circulent actuellement dans la sierra, en raison des agressions répétées contre leur culture. Mais qui sont exactement ces Indiens ?

Les Indiens de la sierra
Nevada de Santa Martha

C'est en 1499 que les Européens découvrent la civilisation tayronas et ses peuples. Une population de plus de trente mille âmes, selon les chroniqueurs espagnols, pratiquant l'agriculture de façon intensive. Les Tayronas cultivaient notamment le maïs, les haricots, la pomme de terre douce, les ignames, le manioc, ainsi que la banane, le tabac et la coca. Il en était de même avec le coton, qui poussait pratiquement à l'état sauvage et qui permettait la confection des sacs « *mochilas* » et de vêtements. Les Tayronas furent aussi d'habiles artisans en orfèvrerie, produisant des « *poporos* » (récipients à chaux) en or, que l'on peut de nos jours observer au musée de l'or à Bogota. Les Tayronas furent aussi de grands bâtisseurs, les seuls en Colombie.

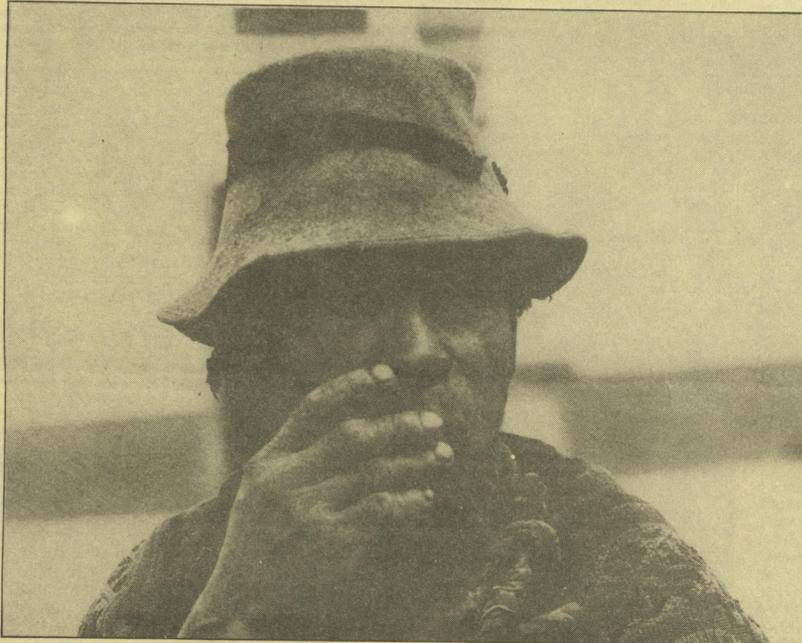
Puis, au nom de Dieu et du roi d'Espagne, ils furent consciencieusement exterminés durant tout le XVI^e siècle. Les quelques survivants du massacre se regroupèrent ensuite dans la sierra, de l'autre côté du rio Buritaca à l'abri des Espagnols. Les cités furent alors une à une abandonnées et recouvertes par une imposante végétation. Actuellement, on dénombre près de 3 000 sites répertoriés. Il faudra donc attendre la sagacité et les travaux d'Elisée Reclus pour que l'on reparle à la fin du siècle passé des descendants des Tayronas : les indiens Kegi, Arauque, Sanka et Ika. Puis, de nouveau, c'est l'oubli et la retombée dans une imposante solitude.

En 1950, on dénombrait à peine plus de 6 000 Indiens issus des quatre ethnies... Ce n'est qu'avec la découverte en 1975 de sites archéologiques que l'on prit réellement conscience de cette culture. Aujourd'hui, ces ethnies sont en voie de disparition. On ne compte guère plus de 2 000 à 3 000 individus, regroupés dans une dizaine de villages de cent à trois cents habitants. Constamment harcelés par les « *colonos* » (colons) qui empiètent illégalement sur leur territoire, ainsi que par les trafiquants de drogue, les Kegis et les Arauques n'ont souvent d'autres possibilités que de migrer vers des endroits peu hospitaliers.

Ces Indiens luttent aussi pour leur survie contre les tueurs payés par les grands propriétaires terriens qui voient d'un mauvais œil la présence de descendants de la civilisation tayronas sur les terres fertiles de leurs ancêtres. En juillet 1986, à Bogota, fut créée la Fondation pro-sierra Nevada dans le but de lutter contre l'ethnocide et de protéger le patrimoine culturel de cet espace géographique. Peut-être que la présence de ces hommes, éternelle comme les pierres, en relation constante avec le milieu naturel, au sens collectif très développé, peut servir un jour de modèle à une société occidentale en crise et en proie aux doutes !

Alain DELPIROU

Alain Delpirou est l'auteur de l'ouvrage « *Coca coke* », en vente à la librairie du Monde libertaire. Les interviews sont de la rédaction (N.d.R.).



ESPAGNE

Espionnage politique

Des méthodes qu'on croyait surannées

LES services spéciaux espagnols sont une fois de plus au centre d'un scandale d'espionnage politique. On savait déjà que le renseignement espagnol avait organisé et financé le G.A.L. qui assassina en France de nombreux réfugiés politiques. A noter que ces assassins se sont arrêtés au moment où le gouvernement Chirac livra aux Espagnols (selon la procédure dite « *d'urgence absolue* ») au moins 25 Basques, réfugiés en France. A ce propos, l'hypothèse la plus cohérente et logique est l'existence d'un marché entre les gouvernements français et espagnol stipulant l'arrêt des exécutions par le G.A.L. contre l'expulsion des militants. Mais ceci est une autre histoire.

Cette fois-ci c'est l'existence d'un service de renseignement à l'intérieur des partis basques P.N.V. (droite nationaliste) et Eskerra Euskadi (E.E., gauche « nationaliste ») — parti créé à l'origine par des militants ayant abandonné la lutte armée — qui fut révélé par l'hebdomadaire populaire de gauche *Interviv* (17-23 décembre 1986). Ce réseau était surnommé « *Red Olariaga* » (réseau Olariaga), du nom de guerre d'un chef de l'armée qui, dans les dernières années du franquisme, organisa un réseau d'espions dans les différents partis politiques.

Ce réseau présente la particularité d'avoir survécu au franquisme et d'avoir continué à travailler pour le centre-droit (U.C.D.) et les socialistes (P.S.O.E.). Les informations livrées par les « *taupes* » concernaient l'analyse des mouvements sociaux au Pays basque et des infos supposées confidentielles concernant l'E.T.A.-militaire et l'E.T.A.-pm 7^e assemblée (informations venant d'une source au sein d'E.E.). L'ancien président du gouvernement « autonome » basque était surveillé de près puisque le gouvernement espagnol était au courant de ses voyages à l'étranger par une source présente dans son entourage.

Les 2 000 notes d'information recueillies (dont certaines sont arrivées au journal *Interviv*) concernent les orientations précises du P.N.V., des contacts avec des financiers suisses, etc. D'autres notes indiquent que tel avocat appartierait à E.T.A.-pm 8^e assemblée, que tel dirigeant de Herri Batasuna (parti basque n'excluant pas à priori le recours à la lutte) serait responsable de l'E.T.A.-pm de Navarre. Une autre note (datée du 6 mai 1983) dénonce un ancien footballeur de la Real Sociedad comme militant proche de l'E.T.A. Si certaines des informations peuvent être exactes, il semble que d'autres soient complètement fantaisistes. Ainsi, selon un ancien membre du réseau, seulement 60% des notes de renseignement seraient exactes. Il semble aussi relativement étonnant qu'un gouvernement socialiste ou même centriste puisse accorder un quelconque crédit à des informations peu fiables et en plus dues à des infiltrés mis en place par des franquistes.

Le fait qu'un journal publie sur plusieurs pages et à grand renfort de publicité une enquête qui, pour nous Français, peut paraître anodine (nous avons malheureusement été habitués à bien pire avec nos services spéciaux et nos gouvernements : affaire Ben Barka, affaire des écoutes du *Canard enchaîné* ou dernièrement l'affaire du *Rainbow Warrior*) semble peut être indiquer que ces méthodes appartenaient pour les Espagnols aux temps révolus du franquisme. Si cette affaire, et celles beaucoup plus graves des tortures au Pays basque ou de la responsabilité des socialistes dans le meurtre de réfugiés basques en France pouvaient enlever aux Espagnols quelques illusions sur la démocratie, ce ne serait pas une mauvaise chose.

Pepe CARVALHO



R.F.A. 22 mois de prison pour un objecteur insoumis

UN tribunal de Bad Kreuznach a condamné Kai Kans à 14 mois de prison le 11 septembre pour avoir refusé d'effectuer son service militaire. Officiellement, il fut condamné pour « désertion » et « refus d'obéissance ». Ayant auparavant écoupé de 8 mois de prison pour résistance à l'incorporation, la peine cumulée s'élève à 22 mois. Le tribunal justifia la condamnation par le fait qu'elle permettait de maintenir la discipline à l'endroit de l'armée (sic).

Le cumul des peines

Les juges contournèrent la législation en vigueur selon laquelle plusieurs condamnations ne peuvent s'appliquer à un seul délit par le fait de vouloir reconnaître que l'accusé n'est pas objecteur insoumis légal et ne peut prouver de fait qu'il a refusé deux fois de faire son service sur la base d'une unique conviction.

Kai fut appelé la première fois en janvier 1985, mais ne se présenta pas à la caserne. Il fut accusé de désertion. Le premier procès, en avril 85, donna lieu à un acquittement véritablement sensationnel et inhabituel. Le tribunal jugea en effet que les raisons et convictions profondes de l'accusé ne justifiaient pas leur criminalisation.

Kai refuse de se plier au statut d'objecteur de conscience parce que ce dernier est obligé de travailler sous le régime d'un service civil qui prend toutes les caractéristiques, déguisées, d'un service militaire classique : « un service militaire sans armes ».

Tout naturellement, les autorités firent appel contre ce jugement et en août 1985, un tribunal plus « approprié » prononça une peine de 8 mois de prison. Après l'avoir purgée, il fut à nouveau arrêté par les militaires et gardé 63 jours en quartier d'isolement. Excellent prétexte pour les autorités militaires qui accusèrent à nouveau Kai d'avoir refusé de porter l'uniforme et, par conséquent, commis un nouveau délit.

En juin 1986, un tribunal, celui de Idar-Oberstein, acquitta Kai en rejetant le motif d'accusation. Le tribunal de seconde instance de Bad Kreuznach, en appel, prononça donc cette peine de 14 mois qui est l'une des plus longues, depuis longtemps, dans l'histoire des réfractaires à l'armée. Kai a évidemment fait appel.

Répression accrue

Ce verdict brutal reflète bien la tendance actuelle au durcissement.

Les droits, déjà limités, des objecteurs de conscience, deviennent de plus en plus restrictifs au fur et à mesure du mandat de la coalition gouvernementale (1983, 1985, 1986).

Quelques-unes des conséquences les plus visibles sont :

- la prolongation du service civil de 16 à 19-20 mois, et qui, en 1989, devrait atteindre 24 mois (pour un service militaire de 15 mois) ;
- l'extension de la période d'incorporation de 28 à 32 ans. Ce qui signifie, pour beaucoup d'objecteurs en cavale ou en exil (., y en a plus de dix mille à Berlin Ouest), de devoir attendre quatre ans de plus avant d'envisager un retour ;
- enfin, la mise en place d'une nouvelle procédure d'examen des motifs d'objection. Une grande majorité d'objecteurs sont reconnus maintenant simplement en fournissant une déclaration écrite, toutefois il reste une minorité (ceux qui n'ont pas obtenu du premier coup leur statut, ceux pour lesquels l'application de la loi date d'avant 1983, par exemple) qui doit se présenter devant un tribunal de conscience, militaire de surcroît. La faible quantité de ces malheureux soumis à cet inquisitoire permet aux autorités de dire que cette procédure arbitraire a totalement disparu !

Perte du statut

Autre exemple du renforcement de la répression : plusieurs objecteurs ayant déjà effectué leur service civil sont menacés de perdre leur statut et d'être appelé à participer à des périodes de réserve. La raison en est qu'ils sont connus pour avoir porté des armes, pour leur défense, lors de séjours dans des zones critiques au Nicaragua.

Il faut également garder à l'esprit que la coalition conservatrice a promulgué ses premières lois contre le droit à l'objection de conscience au tout début des années 80, moment au cours duquel la R.F.A. était témoin du plus important mouvement pacifiste de son histoire.

Cette nouvelle législation est passée en vigueur de façon inaperçue par le mouvement pacifiste. D'autre part, plusieurs tentatives de mettre ce problème à l'ordre du jour des revendications de pacifistes ont échoué sur la grève de l'indifférence. Parfois même de l'hostilité ouverte.

Relations internationales (d'après « Freedom »)

Pour plus d'information : Kai Kans, Azenbergstrasse 23, 7000 Stuttgart, R.F.A.

DANEMARK

Un insoumis français naturalisé

Insoumis devenez Danois !

La commission du Parlement danois chargée des cas de naturalisation vient de prendre une décision de principe sans précédent à l'égard d'un insoumis français. C'est la première fois qu'un étranger, condamné à la prison ferme dans son pays d'origine, se voit accorder la nationalité danoise. La loi précise en effet que la nationalité danoise ne peut être accordée qu'après un certain nombre d'années depuis la date de condamnation.

Il s'agit d'Alain Robert, insoumis total vivant au Danemark depuis 1973. En 1977, Alain a été condamné à 12 mois de prison ferme pour insoumission. Amnistié en 1981, Alain a été appelé de nouveau la même année et en 1982. Il a été condamné une nouvelle fois, en 1984, à 4 mois de prison ferme pour insoumission.

Le Danemark et la France étant tous deux membres du marché commun, Alain s'est vu refusé le statut de réfugié politique. Pour la même raison, il s'était vu refusé en 1982 un passeport d'étranger : c'est un passeport spécial que les autorités danoises accordent aux personnes non reconnues comme réfugiées politiques et sans possibilité d'obtenir un passeport de leur pays d'origine. Depuis 1979, Alain n'avait aucun papier français, l'ambassade de France à Copenhague lui refusant de les renouveler.

Pour régulariser sa situation, Alain Robert avait donc envoyé une demande officielle de naturalisation. Etant donné que c'était le premier cas de ce genre, le ministère de l'Intérieur avait décidé de l'examiner et de rendre un jugement de principe. Les autorités françaises ont été contactées et ont déclaré que le fait d'accorder la nationalité danoise à Alain signifiait qu'il ne serait plus astreint aux obligations militaires en France (1) et que sa peine de prison serait annulée. Le ministère de l'Intérieur a eu peur que des insoumis français (ou d'autres nationalités) puissent de cette façon échapper à leur « devoir national » et s'y est donc opposé jusqu'au dernier moment. Le fait que l'affaire ait été reprise par les journaux danois et une pression politique des partis de gauche ont suffi pour que le ministère change d'avis et donne son accord.

La commission a donc décidé que les peines de prison de ce genre, prononcées à l'étranger, étaient... étrangères à la question. Elle a aussi remarqué qu'il était possible en France de se faire condamner plusieurs fois pour la même infraction, ce qui est incompatible avec le système judiciaire danois. La décision crée un précédent pour l'avenir. Il y a plusieurs insoumis totaux français au Danemark qui vont pouvoir en bénéficier.

En tant que Français, il est possible d'obtenir la nationalité danoise après sept ans de séjour (quatre ans seulement en cas de mariage franco-danois). Il faut cependant remarquer qu'à moins d'avoir 30 ans (comme Alain Robert), on est alors astreint aux obligations militaires au Danemark. Il est néanmoins très facile d'y échapper et la répression pour insoumission, bien qu'elle existe, n'a aucun rapport avec la répression encourue par les réfractaires à l'armée en France.

La décision de la commission parlementaire doit, pour entrer en vigueur, être ratifiée comme au loi par le Parlement danois. Cela se fera en février 1987, mais ne devrait pas poser de problème à moins d'un rebondissement spectaculaire. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'Alain Robert pourra obtenir un passeport danois et rentrer en France pour la première fois depuis 13 ans.

Rel. internationales

(1) Convention de Strasbourg du 6 mai 1963 sur la réduction des cas de pluralité de nationalités et sur les obligations militaires en cas de pluralité de nationalités. Ratifiée par la France et le Danemark.

CHILI

Libération des prisonniers politiques

Le Mouvement libertaire du Chili, partie intégrante de la Coordinadora de Estudios Hombre y Sociedad, s'est associé à la campagne d'action lancée il y a peu par la C.N.P.P. (Coordinadora Nacional de Presos Políticos). Plus de 10 000 personnes, depuis le coup d'Etat du général Pinochet en 1973, ont été détenues pour des raisons qui n'existaient que dans la tête des autorités. La torture a été utilisée complai-

samment comme moyen souvent exclusif d'extorquer aveux, dénonciations, confessions.

Il reste encore plus de 400 prisonniers politiques dans les prisons tout le pays, et quatorze d'entre eux sont passibles d'un moment à l'autre de la peine capitale. Tous sont des militants du M.I.R. (Movimiento de la Izquierda Revolucionaria). L'appui actif du Mouvement libertaire chilien prend corps

dans sa lutte constante pour la liberté ; libéré sans laquelle toute expression politique ou syndicale demeure vaine. Quelles que soient les divergences idéologiques qui séparent les camarades chiliens du M.I.R., l'unité dans l'action tout au long de cette campagne pour la liberté des prisonniers politiques ne faillira pas.

La C.N.P.P. appelle donc l'opinion publique nationale et internationale, les Chiliens en exil, les organisations populaires, etc., à soutenir la lutte et à appuyer la mobilisation. Elle demande que soit mis fin aux instructions interminables (dont certaines durent depuis plusieurs années), la suppression des peines d'emprisonnement pour ceux qui, ayant revendiqué et usé de leur droit à vivre dans le pays, se sont vus condamnés quand même pour retour clandestin, des possibilités de réduction de peine pour les lourdes condamnations et la suppression de la peine de mort. Les quatorze détenus du M.I.R., actuellement passibles de la peine de mort, sont : Fermín Montes G., Rolando Cartagena, Rodolfo Rodríguez, Miriam Ortega A., Juan Gajardo O., Carlos García H., Cecilia Radrigan P., Gonzalo González Q., Fernando Reveco S., Raul Castro M., Pedro Burgos I., Hugo Marchant M., Carlos Aranda M., Jorge Palma D.

Relations internationales

Librairie
du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
(tél. : 16.1.48.05.34.08)
(M° République
ou Oberkampf)

FORUM DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

Images de l'anarcho-syndicalisme espagnol (1936-1939)

A PARTIR du 21 janvier, et ce jusqu'au 27, se tiendra le premier festival du cinéma anarcho-syndicaliste espagnol tel qu'il s'est révélé tout au long de la guerre civile. « Un cinéma sous influence ou images de l'anarcho-syndicalisme, 1936-1939 » ne peut laisser indifférent, tant par la formidable qualité historique des courts et moyens métrages qui y seront présentés que par les enjeux qui apparaissent en pointillés. Ce cinéma de la guerre civile épouse les contradictions, les espoirs, les trahisons et les projets de transformation sociale qui jalonnèrent la lutte des républicains et anarchistes espagnols contre le franquisme.

Les tables rondes, qui marqueront comme autant d'étapes ce festival, essaieront avec près de 50 ans de

recul de démêler et de comprendre cette vie sociale dans toute son originalité. Réflexions sur la pensée anarchiste autour du thème « Anarchisme, politique et pouvoir » ; réflexions autour de la collectivisation de ce secteur de production qu'est l'activité cinématographique et les tatonnements, expérimentations et aboutissements qu'elle entraîna ; tels sont les moments pertinents de ce festival.

Par ailleurs, l'équipe animatrice des forums vous propose une réunion-débat à la librairie du Monde libertaire samedi 17 janvier, à partir de 16 h, autour des différents thèmes de ce festival. Plusieurs intervenants, témoins, auteurs, tels Frank Mintz, Ramon Sala, Abel Paz, Amado

Marcellan, Carlos Semprun Mora confronteront leurs expériences, analyses et tenteront de dégager, au travers de cette production cinématographique, l'essence de la révolution espagnole. Ce débat sera précédé de l'émission « Forum » sur Radio-Libertaire (Paris, 89.4 MHz), de 11 h 30 à 12 h 30, où les mêmes invités interviendront.

Hervé, pour l'équipe d'animation

« Images de l'anarcho-syndicalisme espagnol, 1936-1939 », du 21 au 27 janvier, au cinéma Utopia-Champollion, 9, rue Champollion, 75005 Paris (25 F la séance, tarif réduit : 20 F, carte d'abonnement : 120 F).

La production cinématographique de la C.N.T.-F.A.I.

PARENTHÈSE intense dans l'histoire du cinéma espagnol, l'activité cinématographique tout au long de cette guerre civile (1936-1939) n'a pas d'unité de référence, de conception ou encore d'influences. Il nous faut bien parler non pas d'un cinéma espagnol, mais bien de deux cinémas antagonistes (opposés même jusque dans leur façon de procéder).

Deux cinémas différents

En effet la séparation idéologique, mais également morale, juridique, religieuse, historique, scinda ce pays en deux zones bien distinctes : l'Espagne républicaine et l'Espagne « officielle » de Franco. Leurs valeurs respectives épousèrent les créations cinématographiques. Toutefois, la seule chose qu'elles eurent en commun fut leur orientation propagandiste. Comme nous l'avons indiqué précédemment, ces deux cinémas ne se lassèrent pas de refléter les conceptions de la société des deux camps et le festival du cinéma anarcho-syndicaliste espagnol nous montrera que la C.N.T., en tant que principale force populaire, a eu dans ce domaine de la propagande des idées et des démarches bien plus affinées que le cinéma militariste des insurgés franquistes.

La vitalité du cinéma espagnol de la guerre civile fut celle du

cinéma républicain, et principalement du cinéma anarchiste. Opposées en cela aux options militaires strictes des franquistes pour lesquels la guerre se gagne sur le front, sur le terrain des armes et de la tactique, les organisations politiques et syndicales de la zone gouvernementale accordèrent toute leur attention au combat d'arrière-garde (sans aucune connotation péjorative, on l'aura compris).

Le cinéma appréhendé par elles comme arme sociale par excellence allait leur permettre de développer dans les mentalités la formidable richesse de leurs aspirations. En un mot : faire partager leur projet révolutionnaire. Il s'agissait de faire du cinéma pour convaincre et non pas se limiter à de l'information insipide. D'une vision de la guerre civile unilatérale, celle du cinéma franquiste, on passait à la prise en compte de la totalité des enjeux, militaires mais surtout idéologiques et culturels.

Le cinéma anarcho-syndicaliste

C'est dans ce sens que la C.N.T., dans son activité de propagande, se détacha nettement des autres mouvements politiques et syndicaux. Créant ce que les anarchistes appellèrent le cinéma de base, c'est-à-dire des courts et longs métrages de fiction dédiés

presque exclusivement à rénover de manière révolutionnaire les « écrans » espagnols, la C.N.T. tourna parallèlement des kilomètres de films, impressionna des centaines de pellicules à propos des actions des milices anarcho-syndicalistes sur les différents fronts. Reportage sur le mouvement révolutionnaire à Barcelone, La bataille de Farlete, Les aiglons de la F.A.I. en Aragon sont des



reportages que vous pourrez voir tout au long du festival.

Le premier impératif révolutionnaire des anarchistes espagnols furent les collectivisations et/ou les socialisations, à savoir rendre aux travailleurs les moyens de production. L'un des premiers secteurs collectivisés fut celui des salles de spectacle, cinéma, théâtre... Sous une forme improvisée tout d'abord, de la part des habitants concernés, puis d'une façon plus solide et plus organisée par la création du Comité économique du cinéma. Ce comité avait pour fonction de « réguler la vie économique du cinéma (...), de prendre en charge l'ensemble des activités du secteur (studios, laboratoires, salles) et de redéfinir les objectifs et les moyens d'une industrie du spectacle mise au service de la révolution. »

Cette entreprise fut facilitée par la très grande influence des anarchistes en général et de la C.N.T. en particulier dans certaines villes comme Barcelone, ville bastion, puis scène privilégiée des initiatives révolutionnaires.

Face aux anarchistes, les communistes et leurs alliés conjoncturels assumèrent « une politique provisoire de conservatisme social » qui mis l'accent, entre

autres, sur la reconstruction de l'appareil d'Etat républicain et sur la création d'un front politique large pour arriver à la tâche considérée par eux comme unique objectif : gagner la guerre. Les tentatives anarchistes tendant à mettre en pratique leur idéal de révolution sociale furent logiquement, du moins en partant de ces présupposés, censurées quand ce ne fut pas bloquées.

Un cinéma sous contrôle

Une autre consigne répétée et martelée fut celle qui fit référence à l'unité : unité au pouvoir, unité dans le commandement, unité sur le terrain économique... Cette insistance à propos de l'unité allait conduire les communistes à émettre des critiques particulièrement rigides et intolérantes à l'endroit d'actions jugées par eux « individualistes » et « contre-révolutionnaires », comme ce fut le cas pour les collectivisations anarcho-syndicalistes. Elle les conduisit également, on l'aura deviné, à la promotion d'un seul cinéma vertébré autour du combat prioritaire antifasciste. Un seul cinéma opposé à ce cinéma de

« parti » et de propagande qui était celui de la C.N.T., par exemple.

L'euphorie des ces instants ne peut disculper les anarcho-syndicalistes, et notamment le comité de production cinématographique, de la faiblesse technique de leur cinéma tant au niveau de la conception qu'à celui des scénarios. L'ambition revendiquée de créer le premier cinéma social dans l'histoire de ce pays prête parfois à sourire et, comme le dit la maxime, « on ne s'improvise pas professionnel en un jour ». L'indigence d'un cinéma ne peut disparaître du jour au lendemain de façon radicale en lui substituant simplement une base sociale au lieu de « petite bourgeoisie » ou « frivole ». Les tous premiers films « sociaux », tels *Aurora de esperanza*, alignés sur une inspiration soviétique, allaient progressivement céder la place à un cinéma ouvertement commercial et se revendiquant comme tel. Mais, coincidence ou rapport de cause à effet, l'activité cinématographique en se désengageant des principes de transformation sociale suivit le déclin politique de la C.N.T. et de l'anarchisme espagnol en général.

HERVÉ

Quelques films présentés

Productions de la C.N.T.-F.A.I.
(programme n°1, 58', inédit)

• « Los aguiluchos de la F.A.I. por tierras de Aragón », reportage n°1, 1936 (Les « Aiglons » de la F.A.I. en Aragon, reportage n°1). Photographie : Adrián Porchet, Pablo Willy. Durée conservée : vingt minutes.

Les activités de la colonne « Durruti » pendant les mois de juillet et août 1936 sur le front d'Aragon. Après la conquête de Bujaraloz, devenu quartier général des « Aiglons », ils continuent leur avancée vers Pina de Ebro et Gelsa. Le commentaire fait l'éloge de Durruti et parle de l'alliance U.G.T.-C.N.T. dans les milices antifascistes.

• « Los aguiluchos de la F.A.I. por tierras de Aragón », reportage n°2, 1936 (Les « Aiglons » de la F.A.I. en Aragon, reportage n°2). Photographie : Adrián Porchet, P. Weschev. Durée conservée : sept minutes.

Deuxième documentaire sur les activités de la colonne « Durruti » dans la région de Pina de Ebro et prise du village de Osera.

• « Los aguiluchos de la F.A.I. por tierras de Aragón », reportage n°3, 1936 (Les « Aiglons » de la F.A.I. en Aragon, reportage n°3). Photographie : Adrián Porchet. Durée conservée : 25 minutes.

La colonne « Durruti » au quartier général de Bujaraloz et la conquête du village de Siétamo.

• « La batalla de farlete », 1936 (La bataille de Farlete). Photographie : Adrián Porchet. Durée conservée : 16 minutes.

Les activités de la colonne « Durruti » peu avant la bataille de Farlete, qui eut lieu le 8 octobre 1936.

NOTE DE LECTURE

« Nos armes sont de miel »
de Pierre Pelot

CET ouvrage est sorti aux éditions *J'ai Lu* en 1982 sous le numéro 1305 ; cette note n'est donc pas au faite de l'actualité. Il n'en reste pas moins que, depuis cette date, mon enthousiasme reste entier. Tous les copains à qui j'en ai fait la pub et qui l'ont lu partagent ce sentiment : rudement bien torché.

Auteur faisant maintenant référence à la S.F. française, Pierre Pelot (alias Pierre Suragne) nous a habitués à son inspiration politi-

bien sûr infiniment plus subtiles et nuancées que dans ce résumé abusif, le tout dans un contexte science-fictionnel de la meilleure facture fabriqué par un bougre qui connaît son affaire (plus de 70 titres parus). Le désastre nucléaire, le paradoxe temporel, la technologie avancée y sont autant de prétextes à une agréable étude psycho-sociologique. Et dans tout ça rien de chiant et de froid, Pelot se fait plaisir et nous balance des clins d'œil appuyés.

Puissent les administrateurs de notre librairie favorite recevoir un abondant courrier exigeant, avec un enthousiasme sympathique, l'agrandissement du rayon S.F. aujourd'hui bien étriqué. Quand y verrons-nous Pierre Pelot, bien sûr, mais aussi Curval, Steiner, Jeury... pour commencer. Pour une liste exhaustive, s'adresser à Frémion, complice fameux de l'excellent Sadoul, tous deux à qui nous devons l'inégalée revue *Uni-*



que et sociale. Que les constipés qui jettent un œil condescendant sur le genre littéraire dit de science-fiction profitent de l'occasion pour se dépoussiérer l'imagination et faire connaissance.

Pelot a su éviter les grosses ficelles du style engagé et le modèle cucul du marginal-opprimé aux prises avec une société techno-bureaucratique totalitaire. Il a souvent utilisé ce thème auparavant avec plus ou moins de bonheur, mais ce coup-ci le point de vue du narrateur change à tel point qu'il est tout bonnement inversé : nous assistons aux affres d'un militarisme vacillant confronté à une société anarchiste (oui !) dans tout l'épanouissement de sa richesse et de sa diversité. Les situations sont

Pour preuve l'allusion à une dite « Confédération des Nations Terriennes » qui fait tilt (C.N.T.), entre autres.

Ce roman est une invitation à planer sur les perspectives infinies de notre Anarchie chérie, et de fait ne prétend pas être un modèle exclusif de ses capacités créatrices.

Ça nous change d'une tendance intellectuelle affirmée qui, pour être crédible, se sent obligée de donner dans un pessimisme de bon ton dans ses œuvres de prospective anarchisante. Je placerai donc face à face et à égalité *Les Dépossédés* d'Ursula Le Guin et *Nos armes sont de miel* dans deux registres différents mais complémentaires (!). Cela ne retirant rien à personne.

vers aux éditions *J'ai Lu* — ladite revue aujourd'hui pâlisante et annuelle (ces superlatifs n'ayant d'autre but que d'obtenir servilement de leur reconnaissance le numéro 1 de celle-ci que je recherche désespérément. Ecrire aux R.I. qui transmettront).

Fred (gr. de Marseille)

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 15 janvier

- « Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les marques françaises de blues.
- « L'Amarante » (20 h 30 à 22 h 30) : les assurances, le racket organisé.
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : les contrebassistes. Invité : Jacques Vidal.

Vendredi 16 janvier

- « Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos et analyses libertaires, sans oublier la musique !
- « Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : la saga de la cithare, l'art du maquillage dans l'opéra de Pékin, Taiwan pour les vacances (expériences vécues).
- « H. comme hasard » (12 h à 14 h) : l'imposture scientifique, avec M. de Premontal.
- « L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : émission de la L.D.H., avec Jean Calvet pour faire le point sur la toxicomanie.

Samedi 17 janvier

- « Forum » (11 h 30 à 12 h 30) : images de l'anarcho-syndicalisme, 1936-1939, à l'occasion de la semaine « Cinéma sous influence » au cinéma Champollion du 21 au 27 janvier 1987.
- « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : rapport sur la rationalisation dans la fonction publique, météo syndicale.

Dimanche 18 janvier

- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : spécial Malicorne, avec Gabriel Yacoub (son fondateur).
- « La Fiancée de M. Spock » (16 h à 18 h 30) : F. Nadelec pour faire un bilan des jeux de rôles.
- « Uk'amau » (18 h 30 à 20 h 30) : à propos des indiens Empervenas, de la forêt colombienne, autour du film « Radio-la-Jungle » de Christophe Peroy.

Lundi 19 janvier

- « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : réflexions autour de l'homéopathie.

Mardi 20 janvier

- « Music Hall » (10 h à 12 h) : émission animée par l'équipe du T.L.P.
- « Chronique syndicale » (18 h 30 à 20 h 30) : les anarcho-syndicalistes de la F.A. font le point sur les conflits sociaux.

Mercredi 21 janvier

- « Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : les toxiques en taule, avec le D^r Bouvier (de Trait d'Union).

APPEL DE « CHRONIQUE SYNDICALE »

Hep, taxi !

VENDREDI, Zorro n'est plus arrivé dans son beau « Taxi ». Han « neut », président-père fouettard de F.R.3 est passé par là. L'information vivante et attractive, le ton direct de Philippe Alfonsi, Michel Naudy, Pierre Desproges et leurs complices, c'était bien trop subversif !

Pour les remplacer, bientôt un magazine réalisé par le ministère de la Défense ! Le frais message de

notre belle civilisation collé aux chenilles des chars, de quoi se plaindront les jeunes déjà choyés par Henu-Savary, signataires — de gauche, madame ! — du protocole Armée-Education ?

La télévision va pouvoir mieux jouer le rôle d'abrutissement que quelques îlots de liberté nous faisaient oublier parfois. Il nous reste ce précieux conseil soixante-

huitard : « Ouvrez les yeux, fermez la télé ! ».

Vous croyez triompher, messieurs les censeurs, mais attention à vous. Ne vous étonnez pas si la vérité, que vous voulez rhabiller et farder, vous éclate à la gueule. Ne vous étonnez pas que la révolte d'une jeunesse que vous avez cru aujourd'hui carpette, demain Tapie, vous fasse peur malgré vos spadassins de S.A.C. et de corde.

Ne vous étonnez pas qu'une partie d'une classe ouvrière, que vous aviez cru définitivement muselée, retrouve les rails de la lutte collective et de l'action directe, malgré les divisions syndicales. Rester dans votre univers de censure, de morgue et de répression. La vie se chargera de vous en déloger. Chassez Zorro des étranges lucarnes... il rentrera par la fenêtre.

En attendant, pourquoi ne pas recrachter les arêtes qui sont dans nos gosiers ? Envoyez nous vos pamphlets concernant l'actualité sociale. Nous lirons à l'antenne les plus pertinentes et impertinentes, les plus insolites et insolents. Zorro de tout le pays, unissez-vous !

« Chronique syndicale »

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

DIOGÈNE

(1) René Lochu, « *Libertaires, mes compagnons de Brest et d'ailleurs* », éditions La Digitale, 1983, 65 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

THÉÂTRE

« Poursuite et Fugue »

Prison et libération évoquées de manière pratique par six détenues de la Maison d'Arrêt de Versailles. Des textes écrits et un gestuel créés par la plupart des détenues et mis en scène par un professionnel. Un travail de sept mois dans une salle de la prison à l'abri des mâtonnes. Le résultat donne un spectacle saisissant, de haute qualité, qui dépasse de loin les limites de l'amateurisme.

A la Grande Halle de la Villette, du 6 au 21 janvier 87, à 20 h 30. Le dimanche à 17 h. Relâche le lundi. Tél. : 42.49.77.22.

Xavier MERVILLE

Amis lecteurs

NOUS nous réjouissons tous que le paysage social s'anime un peu. Même si les différents conflits n'apportent pas de victoires nettes, ils prouvent que les travailleurs n'acceptent pas n'importe quoi. Seulement les grèves ont eu, pour nous, des conséquences assez désastreuses.

Nous avons rencontré des problèmes dans la diffusion du *Monde libertaire*. Des abonnés l'ont reçu en retard, voire pas du tout. C'est dommage, surtout lorsque nous déployons des efforts pour coller à l'actualité, faire de l'information ou de la contre-information.

Les gens ne pouvant pas facilement se déplacer, la fréquentation de la librairie en décembre et début janvier a énormément baissé par rapport à l'année dernière. Traditionnellement, les ventes sont importantes en décembre et cela nous permet de supporter les mois de janvier et de février moins bons. Ce ne sera pas le cas cette fois-ci.

Bref, pour nous donner un peu de sang neuf, nous organisons une braderie dimanche 1^{er} février à la librairie du Monde libertaire, de 12 h à 18 h 30. Vous y trouverez des livres et des brochures anciens ou récents, à des prix (comme il est coutume de dire) défiant toute concurrence. Nous comptons sur votre présence massive.

Les administrateurs

« Paris-Match » à l'assaut du Nicaragua

L'ATTITUDE d'une certaine presse à l'égard du Nicaragua ne varie guère. De l'antisandinisme primaire à la calomnie, en passant par l'ignorance ; celle-ci n'a qu'un seul objectif : légitimer les assauts de l'impérialisme américains envers ce pays d'Amérique centrale.

Ainsi en est-il de l'article de l'hebdomadaire *Paris-Match* du 2 janvier 1987, « Les brigades françaises du Nicaragua ». Surtitré « Cinquante ans après, ils jouent toujours " Mourir à Madrid " », la page de présentation donne de suite le ton : la calomnie. On apprend sans attendre que des « milliers de volontaires accourus d'un peu partout se battent pour défendre le régime marxiste du Nicaragua ». Prenant le relais du journal *Minute* (1), *Paris-Match* tente d'assimiler les volontaires étrangers qui se rendent un ou plusieurs mois dans ce pays pour participer aux récoltes ou à la construction de bâtiments sociaux à des combattants afin de légaliser leur possible assassinat par les contre-révolutionnaires.

« L'Agression avec un grand A »

Tout au long de l'article, les répercussions de l'agression américaine sont minimisées, voire ridiculisées. De la sorte, l'« agression avec un grand A est peut-être le mot le plus usité dans le vocabulaire nicaraguayen ». Est-il nécessaire de rappeler que celle-ci a totalement désarticulé l'économie déjà durement touchée par la guerre civile antisomoziste, a contraint le gouvernement à consacrer près de 50% de son budget national pour la défense, à recourir à la conscription obligatoire...

Les brigadistes aideraient « le Front sandiniste à conforter son emprise totalitaire sur le pays ». Par « centaines de jeunes Français partent soutenir la révolution nicaraguayenne à l'image de leurs aînés qui, en 1936, traversèrent les Pyrénées pour combattre au côté des républicains espagnols les nationalistes du général Franco. Mais au Nicaragua, la situation est renversée : ce sont les contras qui résistent à la dictature de Daniel Ortega ». En reprenant le flambeau des mains de Reagan, qui comparait les antisandinistes à la résistance française (2), *Paris-Match* comparait-il l'Espagne républicaine à la dictature ?

La guerre que mène actuellement Managua est subtilement confondue avec celle engagée par Moscou en Afghanistan : « (...) les forces aériennes sandinistes utilisent les terribles hélicoptères Mi.21 soviétiques qui pourchassent les résistants afghans dans les montagnes de l'Indoukouch ». Poursuivant cette logique implacable, le F.S.L.N. n'est ainsi que le petit frère du P.C.U.S. Il régnait donc à Managua « un système où le Front sandiniste, de même que le parti communiste dans les Pays de l'Est, est tout puissant ».

Ensuite sont relatées les morts d'Eric Koberlsdeil (3), Ivan Leivras et Joël Fieux, tués le 28 juillet 1986 lors d'une embuscade. Comment justifier leurs assassinats ? Rien de plus simple, car « considérés comme des collaborateurs par les " muchachos " de la résistance, les internationalistes ne sont peut-être pas armés mais ils voyagent avec des

hommes qui le sont ». Notons qu'à la suite de cet accrochage, le gouvernement décida le 14 août que les brigades ne travailleraient plus dans les zones à risques. Sept cents personnes furent ainsi évacuées vers l'intérieur du pays.

« Les sandinistes, eux, n'ont pas fait mieux »

« Managua offre un spectacle de désolation (...). Somoza avait empêché l'aide internationale (suite au tremblement de terre) pour reconstruire la capitale. Les sandinistes, eux, n'ont pas fait mieux. Les bidonvilles et les cabanes aux toits couverts de tôles ondulées ceinturent toujours Managua tandis que la nomenclature sandiniste occupe les villas des anciens dignitaires somozistes. » Ce soi-disant reporter ferait bien d'aller dans les grandes villes sud-américaines du « monde libre » où « favelas », immeubles de grand standing et hôtels de luxe se côtoient en toute liberté afin d'apprécier la différence, mais peut-être veut-il nous faire croire que les patrons du C.O.S.E.P. (4) et autres privilégiés du secteur privé vivent misérablement dans les bidonvilles de Managua ?

Paris-Match se félicite que la requête des volontaires français concernant l'augmentation de l'aide de Paris au Nicaragua reste « heureusement lettre morte ». Quant à la « coopération, elle était (en 1983) proprement démesurée par rapport à l'aide que la France apporte aux autres pays d'Amérique latine ». Récemment Didier Bariania a, d'ailleurs déclaré que la France devait rééquilibrer ses crédits de coopération aux pays de la région. En octobre dernier, le président guatémaltèque a négocié lors de sa visite à Paris l'octroi de crédits pour l'achat... d'avions militaires.

« Des paysans affamés en guenilles... »

Pour l'auteur, « la population, qui rejette en grande partie le régime, voit défilier des étrangers plus sandinistes que les sandinistes ». Affirmant être allé avec la « Contra », il n'y aurait « vu que des paysans affamés en guenilles qui combattaient simplement un régime qui impose ses théories marxistes, la collectivisation des terres, le service militaire obligatoire et l'emprisonnement arbitraire. La contre-révolution (5) serait composée de « mercenaires, soldats perdus, paysans dépossédés subventionnés par le gouvernement des Etats-Unis et armés par la C.I.A. grâce à des fonds secrets qui causent beaucoup de soucis au président Ronald Reagan ». Pauvre homme !

Pour finir sont dénoncés « la hiérarchie policière des comités de défense sandiniste », le fait que « les gosses qui avaient moins d'une dizaine d'années à la chute de Somoza sont matraqués et embrigadés depuis 7 ans par la propagande », « la présence de milliers de Cubains et de centaines de Soviétiques qui conseillent la plus nombreuse et la mieux équipée des armées de toute l'Amérique centrale » (6). *Paris-Match* consacrerait-il, un jour, un article aux 900 000 Indiens guatémaltèques concentrés de force dans les villa-

ges stratégiques et militarisés dans les patrouilles d'autodéfense civile ? Mais, peut-être, sont-ils ainsi regroupés pour leur sécurité face à la guérilla ?

Cet article souffre d'un mal très répandu dans ce magazine : la nullité. Mais toutes des confusions, oublis et calomnies ne sont pas le fruit du hasard. Volontairement simpliste à l'extrême, il s'adresse à un public plutôt primaire et reflète ses positions réactionnaires. Ou sont les références au contexte régional ? Au fait que ce sont les Etats-Unis qui ont contraint le Nicaragua, par des mesures politiques et économiques, à chercher de l'aide à l'Est. Si Managua a effectivement augmenté sa puissance militaire pour faire face à la « Contra », faisons le parallèle avec l'armée salvadorienne dont les effectifs se sont accrus de 7 000 en 1978 à 60 000 en 1986, sous l'impulsion des conseillers américains.

Une désinformation continue

En février 1982, le *Figaro-Magazine* publiait la photo d'un charnier en flamme,



L'état des lieux après le départ de Somoza.

œuvre attribuée aux sandinistes contre les indiens Miskitos. Le journal fut condamné deux ans plus tard sur plainte du photographe : le cliché en question datait de 1978 et représentait des victimes de la guerre civile brûlées par la Croix rouge.

Le 11 mars 1982, pour le *Quotidien de Paris*, le régime de Managua « paraît surtout atteint d'une forme suraiguë de militarisme » et « déporte de force les Indiens pour vider une sorte de zone réservée à l'usage des Cubains ». Le 6 juin, « le Nicaragua a déjà choisi sa voie : rouge comme un drapeau, noir comme une espérance déçue ». *L'Express* du 13 avril 1984 annonçait qu'après le 4 novembre, date des élections, « le style démocratie populaire risque fort de l'emporter » et ajoutait « les Américains peuvent-ils se payer le luxe d'un tel régime dans leur arrière-cour ? ».

Le 21 mars 1985, paraissait dans le *Monde* une pétition signée de l'Internationale de la résistance (7) « à l'attention du Congrès américain ». On pouvait y lire, entre autres, qu'« après quatre ans de dictature (...) un parti totalitaire, le F.S.L.N., n'a pas réussi à briser la résistance d'un peuple » et exhortait « le Congrès des Etats-Unis (...) de reconduire l'aide à la résistance nicaraguayenne ». Etrange logique de faire appel à ce pays pour faire respecter la démocratie au Nicaragua lorsque l'on sait que les troupes américaines l'ont occupé d'une façon presque ininterrompue de 1912 à 1933 et que la Maison Blanche n'a lâché Somoza qu'au tout dernier moment.

Suite à l'état d'urgence décrété par Managua, l'*Express* du 25 octobre 1985 dénonça l'engrenage irrésistible pour tout parti communiste. Ainsi, le F.S.L.N. « instruit une police politique et une armée, épura, réprima, bref il applique toutes les recettes éprouvées grâce auxquelles un parti de type léniniste conquiert le pouvoir et le garde ». Ce journal déplorait également que la « Contra » soit « subventionnée par les Etats-Unis dans la modeste mesure où le Congrès l'autorise ».

Le *Figaro* du 11 novembre 1986 se félicite des « 70 millions de dollars débloqués par le Congrès » pour financer les antisandinistes, mais s'interroge pour savoir si ce soutien n'est « pas trop tardif ».

Ce matraquage journalistique ne fait pas illusion, il soutient ouvertement la politique étrangère des Etats-Unis et on peut noter à ce propos la similitude des termes employés avec le vocabulaire reaganien. Pour légitimer l'intervention de Washington, il leur faut absolument restreindre l'affrontement à un conflit Est-Ouest, nier les causes et combattre les aspirations des peuples centro-américains, accréditer l'idée que le Nicaragua est « derrière le rideau de fer » (comme l'a déclaré G. Schulz). Il s'agit de dénoncer la solidarité internationale, « les brigades internationales qui se battent pour le communisme nicaraguayen » (dixit *Paris-Match*), de justifier l'assassinat de coopérants par la « Contra » alors que le gouvernement hondurien s'est lui-même plaint de leurs exactions sur les populations frontalières... L'objectif ultime est naturellement de préparer l'opinion française à une intensification de

l'agression et, pourquoi pas, à une intervention directe.

Notre position envers le Nicaragua est claire : si nous refusons de soutenir le F.S.L.N. en tant que structure politique, nous sommes résolument du côté du peuple nicaraguayen. Si la presse bourgeoise ignore délibérément les réalisations de celui-ci, ce n'est pas un hasard : ici comme là-bas, elle n'a que mépris pour les populations. C'est aux Nicaraguayens qu'il revient de rester vigilants sur les dangers de bureaucratisme ; tant qu'ils gèreront en mains les armes de leurs émancipations, ils ne seront jamais vaincus !

JEAN-CLAUDE
(Gr. Kropotkine)

(1) Fin octobre 1985, « Minute » fut condamné pour diffamation suite à un article intitulé « Des tuteurs français pour le Nicaragua marxiste ».

(2) Discours télévisé du 16 mars 1986.

(3) Il s'agit vraisemblablement de Bernd Kobersdein.

(4) Conseil du secteur privé.

(5) Estimée à 30 000 hommes selon « Paris-Match », le « Figaro » du 11 novembre 1986 n'en comptabilise que 18 000... Elle aurait certainement déjà été anéantie si elle ne bénéficiait pas du financement américain, de l'encadrement militaire de la C.I.A. et d'officiers argentins, d'une base de repli : le Honduras.

(6) Depuis ces dernières années, le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador ont connu une forte augmentation de leurs forces armées. Si le Nicaragua regroupe l'armée la plus nombreuse, elle n'est pas la plus puissante. Le Honduras entretient les troupes les plus professionnalisées avec le concours des Etats-Unis qui ont transformé ce pays en bastion anti-insurrectionnel, stationne un minimum de 2 000 « marines » et organise des manœuvres quasi continues sur le territoire hondurien. Quant à l'allégation concernant les conseillers étrangers au Nicaragua, dans le domaine militaire, il y aurait 800 Cubains (selon La Havane) et 200 Soviétiques et Bulgares (selon le Pentagone).

(7) Créé en 1983, cet organisme qui proclamait engager « la lutte contre tous les totalitarismes » a vite dérapé vers la défense de l'Occident et du « monde libre ».

Toujours la menace

L'ES énièmes manœuvres américano-hondurienne battent leur plein à la frontière nord du Nicaragua. Cela prouve encore une fois le niveau de dépendance politique de ce petit pays à l'égard de l'Oncle Sam.

Toutefois, les autorités de Tegucigalpa émettent maintenant des réserves sur la présence, imposée par les Etats-Unis, de bases militaires anti-sandinistes sur leur sol. Celles-ci les exposent en effet à des attaques de la part de l'armée nicaraguayenne dont deux se seraient déjà produites en mars et en décembre 1986. Le gouvernement hondurien profite de plus des remous provoqués ces derniers mois par les révélations sur les filières de ravitaillement des « contras » pour hausser le ton. Mais ces remontrances gênent-elles vraiment Reagan et sa clique ?

On ne peut que constater que cette attitude va dans le même sens que les pressions exercées par l'administration américaine sur les « contras » pour que ceux-ci passent à l'offensive. Reagan a besoin d'une victoire militaire de la « Contra », afin que celle-ci renforce sa crédibilité, avant d'aller demander au Congrès le renouvellement de son financement. Les protestations honduriennes pourraient donc également être destinées à inciter les antisandinistes à opérer à l'intérieur du Nicaragua.

Bien des raisons donc de s'inquiéter pour tous les anti-impérialistes. Restons vigilants car nous ne pouvons faire confiance à la majorité démocrate du Congrès pour s'opposer à Reagan. C'est à chacun de nous de se mobiliser.

Lee GORDON